VENDREDI 14 JUILLET 1933... Ns 163 — PRIX : 0 FR. 50 — 23, RUE DES VINAIGRIERS, PARIS

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE COMMUNISTE

Section française de l'opposition internationale de gauche (Bolcheviks-Léninistes)

La manchette que *l'Humanité* n'a pas empruntée au reportage du *Populaire* sur l'Allemagne !

" Si ses disciples ne forment qu'un petit noyau, il semble bien que l'influence personnelle de Trotsky grandisse... Le seul qui ait vu clair, commencent à dire des camarades qui, hier encore, le traitaient de renégat... "

(Populaire, 12 Juillet)

AVANT LE CONGRES S.F.I.O.

Ce qui se passe dans la gauche

Quand ce numéro paraîtra, s'ouvrira le congrès de la section française de la IIe Internationale. Nous avons déjà noté un certain nombre d'aspects de la crise du parti socialiste et nous avons en particulier indiqué quelle était l'orientation du centre à l'égard des deux groupements principaux du parti socialiste. Dans cet article, nous voulons marquer les positions de la droite et de la gauche sur les problèmes qui sont posés devant les militants socialistes, et plus généralement devant la classe ouvrière et les masses laborieuses.

Il est à peu près certain que la discussion au congrès de Paris sera la plus vive sur la question de l'attitude du groupe parlementaire socialiste. Car du vote qui en résultera, de la décision qui sera prise peut dépendre le maintien ou non de l'unité du parti socialiste sur le moment même. Néanmoins, les débats les plus importants, ceux qui méritent de retenir le plus l'attention des communistes et de tous les ouvriers, ce sont ceux qui se dérouleront sur les problèmes fondamentaux de la politique générale de la S.F.I.O., de sa position sur le problème de la guerre. Dans la phase actuelle où la grande masse du parti socialiste est en pleine évolution, une scission jouerait certes un rôle important dans le développement ultérieur des différentes tendances, mais elle ne nous semble pas devoir être faite suivant une ligne de rupture définitive ; dans l'avenir, nous devrions assister à des regroupements et à de nouvelles scissions sur d'autres lignes. Et nous devons chercher à les prévoir d'après les tendances qui se manifestent aujourd'hui sur les principales questions politiques.

[illegible] autour de la résolution de la *Vie Socialiste* et sous la direction de Renaudel. Elle a cherché à jouer de l'autorité du groupe parlementaire, elle a menacé de la scission, elle s'est montrée la plus conséquente dans sa lutte. C'est aussi parce qu'elle est politiquement la plus résolue. Sur la question de l'unité ouvrière, elle s'affirme pour l'unité dans le parti socialiste, à condition qu'il y ait un « minimum d'accord... tant sur les buts que sur la tactique ». Elle est contre toute tentative de front unique « tant que l'entente n'est pas réalisée sur le terrain des principes ». Elle ne veut avoir rien de commun avec le bolchevisme, elle ne veut pas que la moindre chose puisse gêner sa collaboration avec la démocratie bourgeoise; elle restera sur le terrain de la démocratie jusqu'au bout, jusqu'à la défaite. N'écrit-elle pas qu'elle « n'entend recourir à des formes illégales de lutte que contre le fascisme ETABLI... »? Sur la question de la guerre, elle refuse de « nier toute défense nationale en régime capitaliste », elle pose sa candidature à la direction du pays, se déclarant capable « d'assurer la sauvegarde du pays ». On conçoit fort bien qu'une telle franchise ne devait pas rencontrer un grand succès dans la base du parti socialiste et, en particulier, dans ses fédérations à forte composition prolétarienne.

Nous avons dit de la gauche qu'elle est dans un processus d'évolution. Cela est attesté immédiatement par le fait qu'elle s'est divisée, au cours de la préparation du congrès, sur plusieurs motions; les uns se mettent d'accord sur la question de l'unité ouvrière pour se diviser sur le problème de la prise du pouvoir ou de la lutte contre la guerre. Les positions sont encore très confuses ; nous ne voulons dégager que ce qui nous paraît essentiel.

Sur la question de l'unité ouvrière, la gauche socialiste s'affirme positivement : « l'unité n'est pas seulement nécessaire, elle est possible », sur la base des « postulats du socialisme », cette expression étant attribuée aux formules générales qui assuraient l'unité d'avant guerre dans la IIe Internationale : action internationale des travailleurs, organisation en parti de classe, conquête du pouvoir politique, etc... Sur ce point, nous, communistes, ne pouvons trouver aucun pas en avant. Par contre, la gauche se déclare prête à « l'action commune immédiate » avec les autres groupements communistes sur la base « d'accords circonstanciels en vue d'objectifs définis » et cela par « l'intermédiaire de délégués réguliers des seules organisations de classe du prolétariat ». C'est là la politique de *front unique*, la gauche emploie ce mot, elle n'est plus effrayée par le « volaille à plumer ». Il y a là un progrès considérable qui donne aux communistes la possibilité de travailler au rassemblement de la classe ouvrière pour la lutte contre le régime capitaliste.

Sur la question du pouvoir, la gauche ajoute, au programme traditionnel de socialisation, d'expropriations des grandes industries, etc..., l'affirmation que le parti socialiste, quand il [illegible] au pouvoir doit « non pas en assurer l'exercice dans le cadre capitaliste, mais l'utiliser pour détruire l'état bourgeois et instituer la dictature du prolétariat pendant la construction du régime socialiste ». Certainement, nous avons déjà entendu autrefois la gauche socialiste user des mêmes formules; nous savons aussi que ces formules n'ont pas de valeur réelle tant que l'on ne pose pas la forme d'organisation dans laquelle se concrétisera la dictature du prolétariat; nous savons aussi que certaines formules d'apparence quelconque telle que « c'est l'ensemble des organisations et non une minorité qui doit exercer le pouvoir » sont destinées à se séparer des conceptions bolcheviques; nous pourrions accumuler des marques complémentaires pour montrer tout ce qui sépare la gauche socialiste du communisme. Mais cela ne peut nous empêcher de souligner que la situation présente et son développement posent et poseront le problème du pouvoir sous un nouvel aspect aux prolétaires socialistes, et lorsqu'ils voudront donner à leurs formules générales un contenu vivant, il dépend pour beaucoup de la politique communiste qu'ils sortent du vague et de l'imprécis pour trancher ces problèmes d'une manière bolchevique.

(Suite à la page 4)

Les organisations socialistes de gauche et nos tâches

Actuellement la socail-démocratie traverse partout une crise aigüe. Dans un certain nombre de pays des ailes gauches plus ou moins importantes se sont déjà détachées des partis social-démocrates. Ce processus découle de toute la situation. S'il n'a pas encore pris un caractère plus développé et plus défini politiquement, la faute en est à la bureaucratie staliniste. Elle freine la différenciation intérieure dans les rangs du réformisme et ferme à l'aile révolutionnaire l'issue vers le communisme. L'apparition de partis socialistes indépendants, en tant qu'organisations autonomes, est un vote de défiance direct et mérité à l'adresse de l'I.C.

La bureaucratie staliniste qualifia les organisations socialistes indépendantes de « social-fasciste de gauche », les plus dangereuses de toutes. Telle fut, en particulier, son attitude envers le S. A. P. Inopinément après le 5 mars, l'I.C. avec une prévenance extraordinaire alla à la rencontre des « social-fascistes de gauches « britanniques », représentés par le Parti ouvrier indépendant (I.L.P.), révélant une fois de plus à quel point elle est déconcertée en face de la décomposition de la social-démocratie, qui malheureusement coïncide avec la sienne propre.

L'Opposition de gauche internationale se trouve devant une tâche nouvelle : accélérer l'évolution des organisations socialistes de gauche vers le communisme, en introduisant dans ce processus ses idées et son expérience. Il n'y a pas de temps à perdre : si les organisations socialistes indépendantes restent longtemps dans leur état amorphe actuel, finalement elles se décomposeront : les tâches politiques de notre époque sont si aigues, la pression des classes hostiles si puissante — à cela il faut encore ajouter les intrigues de la bureaucratie réformiste d'un côté, de l'appareil stalinisle de l'autre — que seul un lien idéologique puissant sur la base inébranlable de la théorie marxiste peut assurer à l'organisation révolutionnaire la capacité de se maintenir contre les courants hostiles et de mener l'avant-garde prolétarienne vers une nouvele époque révolutionnaire.

Devant les organisations de l'Opposition de gauche la nouvelle situation, en ouvrant de nouvelles possibilités, pose de nouvelles tâches. Jusqu'à présent nous avons recruté des partisans principalement par les méthodes de la sélection individuelle. C'était un stade absolument inévitable dans la mesure où l'appareil centriste conservateur a rendu impossible l'influence directe et immédiate de nos idées sur la politique des partis communistes dans leur ensemble. Ce serait évidemment une faute bien grossière de penser que nous avons tiré des partis officiels tout ce qu'on peut en tirer. Au contraire le passage à l'Opposition de gauche de cellules entières, d'organisations locales, etc.., est encore pour l'avenir. Mais notre influence sur les organisations ouvrières de masse ne peut se produire selon un ordre dicté à l'avance. Il faut suivre d'un œil vigilant les processus réels dans toutes les organisations ouvrières, pour porter opportunément son attention dans le domaine, qui à un moment donné promet le plus de succès.

(Suite de la page 4)

Chen-Dou-Siou en péril de mort !

Depuis des semaines Chen Dou Siou est condamné à treize années de prison par les bourreaux du peuple chinois. Depuis des mois a commencé le martyr de l'intrépide révolutionnaire du fondateur du parti communiste chinois.

La vie de notre camarade, âgé de cinquante-quatre ans, est directement en jeu. Nous rappelons ici sa biographie telle que l'exposait le **Times** de Shangaï en annonçant son arrestation.

« Né à Huaining Anwei en 1879, il reçut une large éducation en France et au Japon ; il fit une brillante carrière universitaire. Il fut l'un des promoteurs de la « Révolution littéraire » et l'éditeur de la « Jeunesse ». Il fut doyen de la section littéraire de l'Université de Pékin et entra au Kuomintang en 1924. Ce fut là qu'il développa ses idées communistes et les revendiqua ouvertement. Par suite du rôle qu'il joua dans l'organisation du mouvement communiste en Chine, il fut élu délégué pour représenter les communistes chinois auprès de la 3e Internationale à Moscou en 1925. Un télégramme commun fut adressé par Chen Dou Siou et Won-Tin-Wei en 1926. Chen représentait le P.C. chinois et Won représentait le Kuo-Min-Tang. Son activité dans le mouvement communiste se développa pendant les années suivantes en accord avec les communistes notoires Lo-Ta-Chao et Tan-Pin Sian. Depuis ce moment, il fut un homme visé par ceux qui luttent pour la suppression du communisme en Chine. Il se cacha et malgré le mandat d'arrêt lancé contre lui, ne cessa jamais son travail d'après les autorités gouvernementales [illegible] dont les camarades connaissent le rôle ardent au cours de la révolution chinoise, les efforts pour tirer les leçons léninistes de l'échec de la révolution, l'attitude intransigeante devant les juges de la bourgeoisie chinoise. Il faut arracher aux bourreaux du peuple chinois la vie du guide révolutionnaire, éprouvé et valeureux.

Depuis des mois nous appelons de nos propres forces à l'agitation qui à la conscience de tout ouvrier s'impose. **L'Humanité**, le parti gardent un silence criminel.

Un tel service rendu aux bourreaux est un coup de poignard à un révolutionnaire qui a voué sa vie au service de la révolution mondiale, et au mouvement prolétarien. La boue bureaucratique impose une nouvelle tache infâme au mouvement révolutionnaire. Mais les bureaucrates staliniens n'étoufferont pas l'ardeur, ni la solidarité révolutionnaires. Dans les organisations du parti, dans le Secours Rouge, que les ouvriers posent la question de la défense de Chen-Dou-Siou.

LIGUE COMMUNISTE
(Opposition)
Groupe 19e-20e et Bagnolet
Comment combattre le fascisme ?
REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE
Jeudi 20 juillet 1933, à 8 h. ½
40, rue de Belleville, 40

Contre les exclusions dans la C.G.T.U. !

Les listes de pétition contre les exclusions pour délits de tendance dans la C. G. T. U. commencent, à circuler. Que tous les militants, tous les syndiqués soucieux de la vie du mouvement syndical et décidés à en bannir les méthodes non-prolétariennes, les fassent circuler et recueillent des signatures. Demandez des listes à Craipeau, 15, rue Boursault, Paris (17e).

Non seulement ,il appartient aux syndiqués unitaires de donner en nombre leurs signatures, mais ils doivent appeler leur syndicat, leurs conseils syndicaux, commissions exécutives à se prononcer contre les exclusions pour délit de tendance.

Déjà le conseil syndical du Syndicat unitaire de la typographie parisienne a voté dans sa séance du 5 juillet, l'ordre du jour suivant :

« Le Conseil syndical typo unitaire, dans sa séance du 5 juillet, après lecture du manifeste paru dans la « Vérité » du 30 juin, se déclare unanimement solidaire du camarade Charbit, un des signataires de ce manifeste, et proteste avec lui contre les dirigeants actuels de la C. G. T. U., qui excluent certains camarades pour délit de tendance, et s'affirme une fois de plus partisan d'une large démocratie syndicale

Dans le parti communiste de l'Union Sovietique

Le succide de N. Skrypnik

Le 7 juillet, N. Skrypnik a mis fin à sa vie. En 1901, Skrypnik, étudiant, adhéra au mouvement révolutionnaire et peu après devint révolutionnaire professionnel, bolchévik ; il fut plusieurs fois déporté et s'évada plusieurs fois. Il passa cinq années en Sibérie. La biographie officielle de Skrypnik dit qu'il prit une position internationaliste dès le commencement de la guerre et qu'il participa activement à la Révolution d'Octobre. Depuis 1920 et jusqu'à sa mort, il fut commissaire du peuple de l'Ukraine. Il était non seulement membre du Comité central de l'Union Soviétique, membre du Bureau politique du P.C. d'Ukraine, mais aussi membre du Comité Exécutif de l'I. C. *Il y a à peine* quelques mois son soixantième anniversaire fut solennellement fêté en U.R.S.S. Durant toute la période de lutte intérieure du Parti, Skrypnik avec Kaganovitch, Postychev et autres, appartenaient à la fraction la plus intime de Staline, qui se groupa dans l'Ukraine et de là-bas donna le ton dans la lutte et la répression contre l'Opposition de gauche. Il s'agit donc non seulement d'un des dirigeants supérieurs de l'Union soviétique, mais aussi d'un membre de l'étroite fraction de Staline. Quelques semaines avant le suicide de Skrypnik, une campagne fut engagée contre lui, qui fut portée par la suite dans la presse. Le 10 juin, le secrétaire du Comité Central du P.C.R., Postychev, un arriviste et un des plus serviles valets de Staline, disait au Plenum du Comité central de l'Ukraine, s'adressant à Skrypnik: « L'œuvre de l'ukrainisation se trouve dans les mains de toutes sortes de canailles... Ces ennemis se cachaient derrière votre large dos de membre du Bureau politique ». De ce que faisait et disait Skrypnik, on ne sait aujourd'hui que très peu encore.

D'après Postychev, Skrypnik aurait répondu que la politique qu'il menait était juste jusqu'alors, mais que la situation était maintenant changée. Postychev lui répondit : Non, ce que vous faisiez était nuisible aussi il y a six ans. On se demande seulement comment pendant ces six années (!) personne ne s'aperçut et ne dit que Skrypnik s'était engagé dans des liaisons avec des « éléments bourgeois nationalistes et anti-soviétiques qui avaient la carte du Parti en poche », que « Skrypnik défendait, ces éléments étrangers et hostiles à nous », qu'il cachait derrière son dos toutes sortes de canailles. Et tout cela six années durant !

Si les accusations sont fondées, qu'on fait pendant ces six années le Comité central, la commission de contrôle, le Parti ? !

L'explication du cas Skrypnik, terminé par son suicide, ne peut être donnée que sur le plan de ces processus qui ont lieu dans l'Union soviétique et l'appareil stalinisté. Ayant perdu les derniers restes de son autorité aux yeux des masses, la direction staliniste est poussée toujours plus loin dans la voie de la répression, de l'étranglement du Parti, qui réduit l'avant-garde léniniste à une foule sans âme et informe d'exécutants. La croissance du mécontentement et de la différenciation au sein du Parti se produit dans l'appareil. L'appareil n'est plus sûr, il ne peut par conséquent accomplir le rôle que Staline lui destine. Staline est contraint de construire dans le cadre de cet appareil un autre appareil, c'est-à-dire une étroite fraction de fidèles. Par la logique de son développement, le régime bureaucratique mine sans arrêt sa propre base. Pour chacune de ses fautes, Staline sacrifie des parties entières de son appareil. On les déclare coupables, saboteurs ou contre-révolutionnaires.

Ainsi de grands et de petits exécutants paient de leur tête aujourd'hui la politique et les fautes d'hier de Staline. Car la direction est « infaillible ». Il ne suffit plus de chercer ces coupables dans l'appareil moyen, on est contraint d'arriver jusqu'aux membres du Comité central et du Comité exécutif de l'I.C. En liquidant Skrypnik, Staline ne s'est même pas donné la peine de fournir la moindre preuve des accusations formulées contre lui. D'un membre du C.C. et du C.E. de l'I.C. — ce n'est pas le premier venu ! — on dit que « des éléments bourgeois nationalistes, couverts par leur appartenance au Parti, sont entrés dans sa confiance ». C'est toute l'explication que donne le C.C. Rien que cela montre vers quel précipice le régime stalinien s'approche. Plus Staline serre les vis dans l'appareil, plus il y a des fissures. L'une de ces fissures, c'est Skrypnik. La machine stalinienne dévore ses propres enfants. Et Skrypnik qui a donné pas mal de forces pour la création de cette machine, est aujourd'hui écrasé dans son engrenage.

LES "SUCCES" DIPLOMATIQUE DE L'UNION SOVIETIQUE

Après les pactes de non-agression conclus par l'U. R. S. S. avec la France, la Pologne, la Roumanie, des lettres amicales de Litvinov à Herriot et à Paul-Boncour, vient le tour d'un nouvel accord international entre l'U. R. S. S. et les pays limitrophes.

Litvinov se met d'accord avec le « fin juriste » Politis, et, sous le patronage du Quai d'Orsay, est conclu un nouveau pacte sur la définition de l'agresseur, conforme au point de vue de la politique française.

La grande presse applaudit et voit dans cet accord une nouvelle contribution à la politique de la paix. Le « Temps » en parle comme du seul résultat appréciable de la Conférence de Londres! Rosenfeld ne manque pas, dans l'orchestre, et applaudit aussi à tout rompre. « Bravo, Litvinov ! » Ce n'est plus une manchette de l' « Humanité », mais du « Populaire ». Un correspondant du « Daily Express » annonce même qu'on va conférer à Litvinov le prix Nobel, à cause de son travail pour la paix internationale, distinction conférée il y a quelques années, ne l'oublions pas, à Aristide Briand, Austen Chamberlain et Stresemann !

Que s'est-il donc passé ? Qui a changé sa politique ?

Voyons d'abord les explications des staliniens, qui eux aussi ne manquent pas d'applaudir, et qui voient dans ces accords « la vérification de la thèse annoncée par l'Internationale, que l'heure est venue où le poids spécifique de l'Etat prolétarien est devenu déterminant dans le monde. » En effet, Péri (dans l' « Humanité » du 11 juillet dernier) explique de la façon suivante les succès de la politique soviétique :

« Que faut-il conclure de ces manifestations ? Il fut une époque où les représentants soviétiques étaient les pelés et les galeux de toutes les rencontres internationales ; on accueillait avec mépris leurs interventions. Aujourd'hui, on s'incline devant eux. Devant eux on multiplie les révérences. C'est qu'entre temps l'U. R. S. S. a consolidé son prestige dans les masses populaires du monde entier. »

La bourgeoisie s'incline devant l'U. R. S. S. — disent les staliniens — à cause de la force de l'Etat prolétarien. Donc, les rapports de force — selon les centristes — sur le terrain de la lutte entre l'U.R.S.S. et les Etats capitalistes, comme sur le terrain de la lutte de classes dans les pays capitalistes, ont changé en faveur du prolétariat.

Remarquons d'abord — il n'y a pas longtemps de cela — qu'au cours de la « troisième période » et de « la guerre imminente », les staliniens prédisaient une intervention immédiate, à cause de la collectivisation généralisée qui sapait les bases du système capitaliste mondial. Et, maintenant, la collectivisation est réalisée, la bourgeoisie résignée s'incline, fait des révérences et... ne se porte pas plus mal pour cela.

Mais la réalité est un peu différente de l'optimiste schéma stalinien.

Sur le terrain de la politique étrangère comme sur le terrain de la lutte de classe du prolétariat, les staliniens sont obligés de reculer devant la bourgeoisie internationale et de lui céder non seulement le matériel roulant du chemin de fer de l'Est chinois, mais aussi de lui faire des concessions idéologiques et politiques, compromettant en réalité le prestige et la solidarité de l'Etat prolétarien auprès des masses travailleuses.

Rappelons-nous la phrase de Bebel, qui, lorsque la bourgeoisie l'applaudissait, se demandait toujours s'il n'avait pas trahi le prolétariat ou dévié de sa ligne révolutionnaire. Chaque communiste, chaque membre du parti doit analyser sérieusement la politique de l'Etat prolétarien, il doit se demander si toute cette pacificomanie ou pactomanie sert les intérêts révolutionnaires du prolétariat, donc les intérêts de l'Union soviétique.

Nous ne sommes ni des anarchistes ni des gauchistes de l'ancien style. Nous comprenons la nécessité qu'il y a pour l'Etat prolétarien d'avoir des relations avec les Etats capitalistes, de conclure les accords et les traités avec eux, et nous nous rendons compte des conséquences qui en résultent. Mais la politique étrangère de l'Etat prolétarien doit toujours garder son caractère de classe et être conforme aux intérêts suprêmes de la révolution internationale. Les interventions des représentants diplomatiques de l'Etat soviétique aux Conférences internationales dans le genre des Conférences de désarmement, doivent être un stimulant dans la lutte internationale du prolétariat. Dans le but de se rapprocher avec certains Etats capitalistes, l'Etat prolétarien n'a pas le droit de couvrir le pacifisme mensonger de ces Etats. Faisant de la sorte, l'Etat soviétique affaiblit la lutte du prolétariat international, renforce les illusions pacifistes et en conséquence, affaiblit sa propre position d'Etat dont les destinées sont inséparablement liées aux intérêts du prolétariat international.

LE MOUVEMENT INTERNATIONAL

Le pacte sur la définition de l'agresseur est qu'on le veuille ou non, une consécration du pacifisme bourgeois. Les communistes montraient toujours dans leurs manuels les plus élémentaires (Voir « A. B. C. du communisme ») qu'il est impossible de définir et surtout de constater qui est l'agresseur dans un conflit qui met aux prises des Etats ayant des intérêts contradictoires, chaque Etat se déclarant toujours attaqué. Ils montraient ensuite que pour les communistes, ce qui importe dans un conflit, ce n'est pas la question de savoir qui est l'agresseur, mais quels intérêts défend chaque partie, etc... Tout cela est élémentaire, mais cela est pourtant piétiné par la pratique de la diplomatie stalinienne.

Définissant l'agresseur, les Litvinov conquèrent peut-être la sympathie des briandistes du monde entier, mais ils affaiblissent le prestige de l'Union soviétique auprès du prolétariat international et ainsi renforcent l'ennemi de classe.

ROGER.

L'I. L. P. tourne à gauche

(Suite du précédent numéro)

Dans les colonnes du « Labour Monthly » une discussion fut ouverte pendant quelque temps sur le « Communisme et le Socialisme de gauche ». Mais l'activité pratique du parti (exception faite du travail parmi les chômeurs qui a porté ses fruits) repoussait la plus grande partie des gains faits de cette manière. Il y a quelque empo la « Communist Review » contenaient des articles qui posaient les problèmes des socialistes de gauche, mais l'influence du P.C. sur le L.P. ou sur le « Comité pour la politique révolutionnaire » est négligeable.

La tendance vers le communisme dans l'I.L.P. est due surtout au réveil des éléments les plus conscients devant l'impasse dans laquelle se trouve l'impérialisme anglais et l'impérialisme mondial. Cela semble paradoxal qu'à une époque où le stalinisme a failli misérablement en Allemagne, ces éléments se rapprochent de l'I.C., D'un point de vue cela montre leur absence de maturité politique. D'un autre point de vue, et cela est fondamental, c'est l'indication qu'ils n'identifient pas le communisme et le stalinisme.

La partie la plus avancé des ouvriers est l'I.L.P., malheureusement ils sont une toute petite minorité s'est exprimé par quatre membres à la conférence. Ces camarades disaient très clairement que la place de tout ouvrier révolutionnaire est dans le P.C., ils montrèrent que l'I.L.P. est une organisation social-démocrate et ne peut être reformée que l'essai du « Comité pour la politique révolutionnaire » dans ce but est fausse et puérile. Ils montrèrent que le parti actuel a un grand nombre d'insuffisances qui demandent à être discutées. Ils énumérèrent les théories et la politique qu'ils ne pouvaient accepter : le « socialisme dans un seul pays », le « front unique par en bas », la politique du congrès d'Amsterdam, et l'absence de démocratie dans le parti. Ils appelèrent les membres de l'I.L.P. à les rejoindre dans leur lutte.

Les camarades de l'O.G. qui ont récemment tiré leur journal imprimé, le « Red Flag », ont une lourde tâche sur les épaules pour ganer les ouvriers révolutionnaires de l'I.L.P. au communisme, de Marx et de Lénine, pour éduquer les membres du P. C. dans la voie de l'O.G. Sur les bases de la grève générale, du Comité Anglo-Russe, les enseignements récents des événements d'Allemagne le programme de l'O.G. sur les questions coloniales et d'U.R.S.S., nos camarades d'angleterre doivent aller rapidement de l'avant.

Joseph Carter.

Dans l'opposition internationale

Salut à l'Iskra

Nos camarades oppositionnels polonais, poursuivent courageusement dans les diverses conditions de la dictature sanglante de Pilsudzsky, leur travail de pénétration et de propagande en faveur du léninisme non falsifié.

Dans les principaux centres ouvriers (Varsovie, Bassin de Dombrova, etc.), les groupes oppositionnels se sont constitués.

Depuis deux mois nos camarades ont fait paraitre un journal « Unser Sedant » « Notre Pensée », en langue juive, dont quatre numéros ont déjà été diffusés par milliers d'exemplaires.

Nous y trouvons à part des articles de Trotsky, une série d'articles touchant tous les problèmes de lutte du prolétariat polonais et de son avant-garde communiste.

Nos camarades dénoncés par les stalniens comme « avant-gards de la contrerévolution » subissent la répression de la Defenzgwa (Sûreté polonaise) qui a déjà confisqué un des numéros de « Unser Sedank ». En effet, la première page de la deuxième édition du dernier numéro que nous venons de recevoir, est censuré.

Maintenant nos camarades ont fait paraitre le premier numéro du journal oppositionnel en langue polonaise « Iskra » (Etincelle). Dans le sommaire nous trouvons l'article sur la catastrophe allemande, des articles sur la politique du front unique et de la tactique syndicale du P.C.P., un article de Lénine sur la conférence des trois Internationales, écrit en 1922, et enfin, la traduction de l'article de Trotsky, « Bas les pattes devant Rosa Luxembourg ! » qui acquiert une importance spéciale en Pologne, où les stalniens, mènent dernièrement une campagne des calomnies contre la grande révolutionnaire se servant des faux de la lettre « historique » de Staline. Son arme sérieuse dans la lutte contre le centrisme stalinien et pour la retour aux méthodes de Rarx et de Lénine.

Nous saluons fraternellement « Iskra » organe de combat de l'aile marxiste du mouvement ouvrier polonais. Etincelle fera encore une fois... jaillir la flamme.

Le patronat belge fait arrêter Lazarévitch

La lutte ouvrière en Belgique se développe avec une grande acuité. Au cours de la lutte des ouvriers du textile de Verviers, provoquée par la réduction des salaires et le lock-out patronal, Lazarevitch a été arrêté par la gendarmerie belge pour son action militante au cours de la campagne ouvrière contre le travail de nuit des femmes et des enfants surexploités par le rapace patronat du textile. La justice de classe a retenu contre lui des inculpations arbitraires qui font peser sur lui la menace de plusieurs années de prison.

Les travailleurs franaçis soutiendront la protestation des travailleurs belges contre la répression au service du patronat. Ils suivront le développement des luttes ouvrières en Belgique qui trace de grandes tâches au prolétariat belge.

Abonne-toi ! Souscris !

Collabore à la Vérité !

Un camarade du parti allemand nous écrit

Dans 6 rayons berlinois, la résolution du C. C. fut repoussée. Et cela était justice. Les stalinistes ont très rarement montré un tel embarras et un pareil ensemble de contradiction dans un espace de 8 pages. Les bureaucrates hurlent victoire, victoire à un moment où règne la terreur la plus brutale que l'histoire n'a jamais vue; les vaillants camarades allemands qui continuent à travailler malgré la répression et au risque de leur vie, ont tout à fait le droit de repousser de telles platitudes. Avec une auto-critique vraiment bolchevik on a trouvé un bouc émissaire, car même l'ouvrier le plus indifférent a aussi remarqué qu'il y avait « quelque chose de pourri dans l'état du Danemark » en d'autres termes dans le P.C. et ce bouc émissaire est le groupe de Neumann qui, après les déclarations emphatiques de la Rote Fahne du C. C. en décembre 32, a été complètement liquidé et n'avait plus du tout d'influence sur la ligne du Parti.

On lui reproche aujourd'hui la résistance contre le prébicite rouge, qui était une des actions les plus scélérates de la bureaucratie et ne fut jamais populaire chez les camarades

Mais le C. C. se voit contraint d'avouer ce qui suit: « Le programme libérateur de notre parti n'a pas été utilisé comme un véritable programme de combat social et national. Le fait que ce n'était pas notre parti, mais les nationaux allemands et les fascistes qui commençaient la campagne de signatures constituionnelles pour avoir le plébiciste contre l'plan Young, freinait temporairement notre combat contre la démagogie nationale du fascisme.

Et le plébisciste contre les ministres socialistes qui a été qualifié si fièrement re « Rouge » n'était-il pas lui aussi lancé par les fascistes ? Les pauvres âmes ont encore aujourd'hui des remords pour n'avoir pas été plus nationalistes que les nazis. On aurait pu ainsi éviter Hitler ! ! Et après cela on proclame, on proclame haut et dignement au monde que la ligne générale et les résolutions du 12e plenum sur l'Allemagne était complètement justes. Allez dans les usines, bureaucrates, demandez aux ouvriers révolutionnaires, en Allemagne et dans l'émigration qu'est-ce qu'ils pensent d'une ligne générale qui livre la section la plus forte de l'I. C. sans combat à l'ennemi. Ils savent qu'une bataille perdue est mille fois préférable à une capitulation piteuse. Ils vous répondront qu'ils étaient prêts à combattre et mourir pour le communisme. Ils vous jetteront au visage leur rage et leur mépris pour une cavitulation unique dans l'histoire, mais ils vous diront aussi que les masses des ouvriers sociaux, démocrates et sans parti, ont perdu la confiance dans le K. P. D. et déclarent vous n'êtes en rien mieux que le S.P.D. Ce sont des faits contre lesquels des résolutions aussi longues soient-elles ne remédient pas. Si le travail continue en Allemagne ce n'est pas parce que la ligne générale était juste, mais parce que les ouvriers sont conscients de leurs forces malgré une bureaucratie incapable et ne peut amener la chute du fascisme que par le combat et une ferme et audacieuse résolution. Par un travail de l'O. G. ferme et clair dans les perspectives, ils apercevront bientôt que malgré toutes les calomnies des stalinistes, l'O. G. a averti à temps contre les dangers et montre la voie juste et qu'on doit liquider une politique qui amène la capitulation et la remplacer par une politique marxiste léniniste qui est représentée seuement par l'O. G.

Pour l'organisation de la solidarité prolétarienne

Les difficultés de l'emigration allemande

Les camarades persécutés et traqués par le fascisme qui, proscrit et en butte à la haine implacable du fascisme, ont atteint la France, se trouvent dans une situation extrêmement pénible. Leur situation matérielle est tout à fait mauvaise. La chambre, la nourriture, ils manquent de tout. Pourtant envers ces émigrants à qui incombe une si lourde tâche, le prolétariat doit non seulement remplir sa tâche de solidarité, mais encore, pour la continuation de la lutte leur assurer les possibilités de travailler et leur fournir les conditions matérielles et toutes les conditions qui leur permettront d'aborder leur tâche.

Les diverses organisations à qui revient la tâche de matérialiser l'aide due à l'émigration allemande ne donnent pas de résultats suffisants. Le soutien que donne le **Secours Rouge** est minime, quelques francs par semaine, ces bons de nourriture qu'il est difficile d'obtenir et qui souventne son pas valables. Le S.A.P. a constitué un **comité de solidarité ouvrière internationale** dont le trésorier est Delsol et qui recherche des fonds. Mais toutes ces initiatives restent loin, très loin en arrière du but qu'il faut atteindre : accueillir, soutenir matériellement, donner les moyens de vivre et de travailler politiquement aux camarades allemands persécutés par Hitler qui sont pratiquemen dans le dénuement et l'abandon.

Il faut soutenir sans trêve les initiatives déjà prises.. Il faut plus, il faut donner l'ampleur nécessaire à l'action de solidarité prolétarienne.

Il s'agit pour nous d'aure chose que ce à quoi l'utilisation des comités philanthropiques bourgeois peut remédier pour un temps. **Il faut rassembler les efforts des comités existants, les coordonner et faire avec l'ample effort nécessaire appel aux organisations, aux travailleurs pour que l'émigration ouvrière allemande reçoive le soutien du prolétariat.**

FONDS D'ENTR'AIDE OPPOSITIONNELLE

Pour les premiers secours que nous avons déjà du apporter à certains de nos camarades, nos premiers fonds sont épuisés. Pour de nombreux proscrits en grande difficulté, un soutien immédiat est nécessaire. Que nos camarades envoient leur souscription à Naville, chèque postal 1338-80 Paris, ou à la Vérité, 23, rue des Vinaigriers

Au groupe Paris Nord-Ouest, liste du 7 juillet : Limb. 100, G. 20, Viham, 5, C. 1; Meille 10, Robert 5. Total : 141 francs.

Pour l'unité Syndicale

Le 1er Juillet dans « l'Huma », Delobelle parlait de la fluctuation des effectifs ; il donait quelques conseils au sujet du recrutement et déclarait ceci : « L'ouvrier rentre au syndicat parce qu'il pense y trouver le moyen de défendre ses intérêts immédiats. Il n'a pas en adhérant, une conscience syndicale ; il nous appartient de la lui donner ».

Dans cette phrase, Delobelle a exprimé très justement le rôle éducateur des syndicats.

Mais il est nécessaire, à mon avis, de bien préciser et de compléter la phrase de Delobelle.

L'ouvrier en rentrant au syndicat, n'a pas de conscience syndicale (on pourrait dire aussi qu'il n'a pas de conscience de classe).

Il entre pourtant au syndicat parce qu'il croit que le syndicat défendra ses intérêts immédiats ; il a donc déjà un embryon de conscience syndicale.

Ses intérêts, il pense qu'au syndicat il pourra se défendre contre qui ? Contre le patronat.

Il y a donc chez cet ouvrier un embryon de conscience de classe.

Le rôle du syndicat est de développer dans l'esprit de ce camarade, ces embryons d'esprit syndicaliste et de classe ; c'est de lui démontrer que l'union des travailleurs fait leur force et que cette union doit se manifester dans une lutte de tous les instants contre le patronat et les pouvoirs publics ; il doit démontrer que cette union ne sera féconde que par la pratique de la lutte des classes.

Mais un tel camarade n'ira pas automatiquement à la C.G.T.U. Il pourra tout aussi bien, avec les meilleures intentions du monde adhérer soit à un syndicat réformiste, soit à un syndicat chrétien.

Dans l'un il est pratiqué la collaboration la plus abjecte sous une phraséologie de lutte des classes ; dans l'autre on se déclare carrément adversaire de la lutte des classes. Il aura inévitablement l'influence des militants de l'organisation à laquelle il aura adhéré.

Les réformistes et les chrétiens savent eux aussi jouer avec le sentiment d'unité qui existe au cœur de tout prolétaire, et ils savent avec non moins d'adresse les persuader que si l'unité ne se réalise pas, c'est de la faute des organisations voisines.

Alors pourquoi exiger, comme conditions de l'unité, la pratique de la lutte des classes ? Les travailleurs sentent confusément que l'unité syndicale leur donnera une force, une puissance qu'à l'heure actuelle ils ne possèdent pas. Comment employer cette force, la plupart l'ignorent ; les réformistes déclarent que la force du nombre seule fera reculer le partonat.

C'est à nous de démontrer que le nombre en action, seul peut obtenir des résultats. Nous devons donner aux travailleurs réformistes et chrétiens cette conscience de lutte que leurs chefs atrophient. Mais il faut pour cela les arracher à l'influence de ces chefs. Les méthodes que nous avons employé jusqu'à présent sont allés à l'encontre du but recherché.

Nous avons augmenté l'influence réformiste et nous avons diminué notre influence révolutionnaire.

Le congrès de la C.G.T.U. le comprendra-t-il ? Les ouvriers veulent lutter ne cesse-t-on de clamer dans l' Huma ! S'ils veulent lutter c'est qu'alors leur conscience de classe est développée ; si leur conscience de classe est développée, leur conscience syndicale doit l'être aussi. Dans ce cas, on ne s'expliquerait pas l'expression de Delobelle.

Mais si celle-ci est juste, si elle traduit exactement l'état d'esprit de la classe ouvrière, ne posons à la réalisation de l'unité syndicale qu'une condition, la démocratie syndicale, le droit des tendances à s'organiser et à s'exprimer. Et vous verrez que les réformistes y laisseront leur influence.

J. C.

CLARA ZETKIN

La mort de Clara Zetkin enlève au mouvement ouvrier un membre de cette poignée, chaque jour réduite, des véritables fondateurs de l'Internationale Communiste encore dans ses rangs. La grande militante a consacré plus d'un demi-siècle de dévouement entier à la cause de l'émancipation du prolétariat. Son dernier acte public fut son séjour, il y a quelques mois, à Berlin où elle présida comme doyenne la dernière session du Reichstag de Weimar, avant sa dissolution par ces mêmes brutes hargneuses en chemises brunes qu'elle contraignit à écouter l'éloquent défi d'une voix qui proclama l'inévitable triomphe de la révolution prolétarienne en Allemagne.

Née, il y a plus de 75 ans, le 5 juillet 1857, Clara Zetkin devint socialiste au moment où le chancelier de fer promulguait les fameuses lois exceptionnelles contre le mouvement social-démocrate. Non seulement son activité dans le parti commença avec cette période héroïque, mais à l'encontre de la plupart de ses contemporains, elle utilisa le meilleur de la tradition de ces jours durant le reste de sa vie.

Pendant plus d'un quart de siècle, son nom s'identifia dans les milieux socialistes avec l'effort pour rallier les ouvrières au drapeau de la Révolution. C'est à elle, plus qu'à aucune autre force isolée que revient le mérite de l'abondant travail éducatif et culturel qui fut mené, pendant des dizaines d'années, parmi les travailleuses allemandes. En fait, par ses propres efforts, elle créa le périodique des femmes socialistes « Gleicheit » (l'égalité) et le publia sans interruption de 1892 à 1917, date à laquelle les social-patriotes la chassèrent sans façon du journal qui était devenu le synonyme de son nom. Si le mouvement socialiste féminin prit corps en Allemagne, distinct et indépendant du mouvement féministe et autres mouvements bourgeois, on le doit dans une large mesure au travail incessant de sa plume, de son cerveau et de sa parole. Dans ces conditions, il n'y a rien d'étonnant à ce que l'Internationale Communiste, après sa fondation, lui ait confié la direction du travail communiste parmi les ouvrières du monde entier.

Cependant son activité ne se limita pas à ce terrain particulier. Clara Zetkin fut par dessus tout une « femme de parti ». Et dans le parti, elle se tint invariablement du côté de cette poignée de combattants qui constituait l'aile marxiste aux toutes premières heures de la lutte intérieure.

Elle marcha coude à coude avec l'aile gauche de Rosa Luxembourg et de Franz Mehring dans le combat mené en commun avec Kantsky, jusqu'à un certain point, contre le programme révisionniste de Berstein, David et compagnie, qui devait, en fin de compte, dévorer le parti de Bebel. Et même quand Parvus devint fournisseur de grains et de munitions pour la maison des Hohenzollern pendant la guerre et même quand Kantsky opéra sa touchante réconciliation avec Bernstein, Cara Zetkin resta avec le groupe, alors réduit, de marxistes qui défendaient l'internationalisme prolétarien dans les faits pendant que les autres le noyaient dans le sang fratricide ou encore lui donnaient une forme telle qu'elle leur permettait à tous de continuer plus facilement leurs attaques contre Spartacus.

Les décisions solennelles sur la question de la guerre impérialiste adoptées par les congrès de l'Internationale Socialiste et du Parti allemand gardèrent pour elle tout leur sens même après le 4 Août 1914. A la tête de l'organisation du parti dans le Wurtemberg, avec Crispien et Westmeyer elle s'opposa avec force à la trahison de la fraction au Reichstag, lors du vote des crédits de guerre et exigea qu'elle respecte les décisions de l'Internationale. Elle ne se contentat pas d'un geste formel. Quand Rosa Luxembourg et Franz Mehring publièrent le premiernuméro de Die Internationale en Avril 1915, frappant à coups redoublés sur les chauvinistes et Kantskistes de tout acabit, on pauvait trouver au tableau d'honneur le nom de Clara Zetkin en compagnie de Karski, Joguiches, Talheimer et les autres internationalistes qui, dans la suite, fondèrent la ligue Spartakus. Comme Rosa Luxembourg et de nombreux autres, elle fut mise en prison durant la guerre, au grand soulagement des socialistes du Kaiser. Une brochure de Spartakus, distribuée illégalement à cette époque soulignait le contraste entre les deux camps de la social-démocratie en publiant ces trois photos : Rosa Luxembourg et Clara Zetkin, l'une et l'autre dans leur cellule pour leur action contre la guerre et Scheidemann, Noske, David et d'autres social-impérialistes photographiés à distance respectable du front, fraternisant avec des officiers : les gravures parlaient suffisamment pour se passer de commentaires. Aussi la brochure n'en faisait-elle pas.

A Clara Zetkin revint le mérite d'avoir pris avec succès l'initiative de la première conférence socialiste internationaliste après la déclaration de guerre et la faillite de la deuxième Internationale. Sous sa propre responsabilité, la conférence internationale des femmes socialistes se réunit en Suisse, à Berne, avec des représentantes de tous les principaux belligérants des deux camps. Il y en eut peu durant ces jours noirs de trahison et de réaction qui fussent prêts à parler et à agir en internationalistes, mais parmi eux, on pouvait trouver la révolutionnaire allemande, infatigable malgré son âge déjà avancé. A cette époque, il est vrai, elle ne s'était pas encore rangée du côté des Bolchevicks. Les délégués de ces derniers à la conférence de Berne, Inessa Armand et N. K. Kroupskaïa formaient l'aile extrême-gauche isolée dont la résolution à la conférence, rédigée par Lénine, fut rejetée à une écrasante majorité parce qu'elle posait la question de la rupture la plus totale et la plus éclatante avec tous les social-patriotes et centristes. Zetkin elle-même n'était pas à cette époque décidée à accomplir cette rupture. Mais bien que Lénine ait soumis les décisions ambigues et confuses de Berne à une critique sévère, cette conférence fut néanmoins le premier jalon européen sur la route, marquée plus tard par Zimmerwald et Kienthal, qui conduisit directement à la fondation de l'Internationale Communiste à Moscou en Avril 1919.

Les premières années de la Révolution Russe et de l'Internationale Communiste marquent, sans conteste, le point culminant du développement et de l'activité de Clara Zetkin. La grande période de l'impétueuse vague révolutionnaire mit en lumière tout ce qu'il y avait de meilleur et de plus positif dans les chefs communistes de l'époque. Malgré son âge, elle mit au service des mouvements allemand et international ces qualités qui la caractérisaient. Un tempérament ardent, une sincérité de dévouement animaient en elle une flamme éclatante qui ne s'affaiblit que vers la fin de sa vie. Un abîme la séparait des autres révolutionnaires agioteurs, carriéristes flatteurs qui vinrent au Komintern durant ses premières années comme autant de touristes et bientôt le quittèrent pour consigner dans des écrits les excuses de leur aberration passagère.

Son don d'orateur, animé par la chaleur d'une prose à l'inspiration riche, n'était pas toujours allié à une qualité de pensée politique originale et profonde. A ce point de vue, elle s'appuya avant et pendant la guerre mondiale sur Rosa Luxembourg plus ferme, plus assurée. La fermeté et la force politique qu'elle recueillit de cette fructueuse collaboration ne devaient malheureusement pas se développer dans les années suivantes.

Le jeune Parti Communiste allemand fut cruellement amputé de son noyau central aussitôt après la guerre. Privée du cerveau puissant de Luxembourg, de la popularité et de l'esprit infatigable et révolutionnaire de Liebknecht, des talents d'organisateur de Tychko, la direction du parti glissa, faute de mieux, aux mains d'une couche inférieure de Spartakistes dont les qualités ne furent pas précisément relevées par la venue de l'aile gauche, composée d'éléments divers, qui les rejoignit après la scission des Socialistes Indépendants à Halle. Elle qui, autrefois, avait puisé sa force aux sources d'une Luxembourg, se tournait maintenant vers Paul Lévi qui s'avéra plus qualifié pour collectionner les poteries rares que pour diriger un parti révolutionnaire.

Dans la crise du parti qui suivit les malheureuses « Journées de Mars » en 1921, elle s'attacha aux pas de Levi en compagnie du groupe de Daumling, Brass et d'autres qui, en fin de compte, avec Levi, retournèrent à la Social-Démocratie. Avec Levi aussi, elle s'opposa à la lutte de Lénine contre G. Serrati dont l'attitude funeste dans le Parti socialiste italien entrava si complètement le développement d'un parti communiste de masse par égard pour l'unité avec une cóterie d'opportunistes malfaisants. Cependant, à l'encontre de Levi et de Serrati, elle ne rompit jamais avec l'Internationale et, après chaque crise, avec une position de plus en plus compromise, on la retrouvait dans ses rangs.

En prenant position dans les luttes riches d'enseignement au sein de l'Internationale Communiste, Clara Zetkin, hélas ! ne distingua souvent pas l'aile gauche révolutionnaire et l'ultra-gauchisme aventuriste ou infantile. Dans sa défense de Levi contre Bela-Kun, de Serrati contre Bordiga, il y avait une Pepper et Frohlich, comme dans sa défense différence appréciable entre sa position et la position disons, du Lénine qui se proclamait lui-même avec tant d'ostentation, membre de « l'aile droite » au 3e Congrès de l'I. C. Comme il apparut plus clairement au cours des dernières années, Zetkin fut incapable de s'adapter aux exigences de l'époque révolutionnaire. Ses interventions contre l'ultra-gauchisme furent surtout guidées par une orientation vers la droite.

Cette faiblesse se révéla beaucoup plus tragiquement durant toute la période de la lutte d'octobre 1923 en Allemagne. L'argumentation de Trotzky suivant laquelel il était possible et nécessaire de fixer la date de l'insurrection et d'orienter vers elle la stratégie et la tactique du parti — c'est-à-dire l'application à la situation allemande de l'expérience acquise lors de l'Octobre russe — elle le considéra comme une sorte de déviation blanquiste. Les protestations des militants et des groupes de l'aile gauche du parti contre la politique temporisatrice et aveugle du Comité Central Brandlérien, rencontrèrent toujours sa vive résistance. Même après la catastrophe, elle prit la défense de Brandler, Thalheimer et Radek, non pas avec l'intention de faire endosser la responsabilité à laquelle elle incombait, mais de faire une apologie du cours désastreux de l'aile droite associée à une âpre critique de la gauche.

(A suivre.)

Max Schachtman.

LA VIE OUVRIÈRE

Avant le Congrès de la C.G.T.U.

Du 23 au 29 septembre se tiendra le 7e Congrès de la C. G. T. U. au gymnase Huyghens. Deu xans après le Congrès de Magic-City qui, malgré le nombre de présents et la majorité écrasante qui se prononça pour la fraction staliniste, n avait pas pu dissimuler la situation grave de la centrale révolutionnaire. A Magic-City, nous avions mis en garde contre la politique néfaste de la direction politique qui ne pouvait mener qu'à la ruine et nous lui avions opposé une politique conséquente d'unité syndicale et de front unique.

De Magic-City à Huyghens, en passant par quelques tournants bureaucratiques, la direction confédérale a ruiné de fond en comble l'organisation dont elle avait la charge. La coupure avec les masses est plus grande que jamais. Lies syndicats sont dépourvus de vie réelle. Dans leur sein, le Congrès n'y suscite qu'un intérêt relatif. La direction s'époumonne pour encourager toutes les initiatives qui renforceront la représentation au Congrès. Il lui faut encore un beau Congrès. Comme Plevel. L'appareil ne cherche qu'à soutenir des illusions. Il palabre devant un auditoire nombreux, sans avoir les buts précis d'un meeting; il qualifie cela de Congrès confédéral, c'est-à-dire d'assemblée délibérante d'une organisation prolétarienne. Le résultat ne peut être que désastreux.

Pour sauver les apparences, la direction confédérale a « préparé » le Congrès. Pour cela, elle a mis à la disposition des syndiqués unitaires un long rapport d'activité, un rapport d'organisation presque aussi long, et diverses autres résolutions. Mais si la quantité n'a pas été mesurée, il y a beaucoup à dire sur la qualité. Que trouve-t-on dans ces rapports devant servir de base à la discussion ? Peu de renseignements permettant de juger exactement la situation, pas de ligne politique claire. On y trouve des recettes d'organisation, des phrases, encore des recettes et toujours des phrases. Tout ce qui, dans les « Cahiers », dans l' « Humanité », dans les divers organes, touche de près ou de loin les syndicats se trouve entassé dans ces rapports. Les éplucher page par page serait fastidieux et inutile : nous nous limiterons à quelques points les plus importants.

***

Des 37 pages du rapport d'activité, des 27 pages du rapport d'organisation, il est impossible d'établir quels sont, même approximativement, les effectifs de la C. G. T. U. Parmi les bons conseils donnés aux militants, la Commission exécutive de la C. G. T. U. déclare : « Les syndiqués ont le droit et le devoir d'être informés sur la situation financière de leurs organisations et sur les méthodes de contrôle. Celui-ci doit être systématique (rapports financiers communiqués et discutés à chaque assemblée générale de Syndicat ou congrès divers, etc...) ». Mais elle s'est bien gardée de le faire. On apprend seulement que dans le 1er semestre 1932, elle a délivré aux Fédérations 300.587 cartes et 1.346.606 timbres, et dans le 1er semestre 1933 : 285.453 cartes et 1.290.728 timbres. Or, tout le matériel délivré aux Fédérations n'est pas placé. On ne sait pas le nombre de cartes placées par les syndicats, c'est-à-dire le nombre des adhérents. On peut écrire que les organisations évitent le stockage, cela ne remplace pas des données précises.

D'autre part, même un chiffre global de cartes délivrées à des syndiqués peut induire en erreur. Il ne faut pas oublier la fluctuation considérable dont souffre la C. G. T. U. et reconnue dans les rapports. Combien de syndiqués de quelques semaines ou de quelques mois ! L'organisation est dirigée bureaucratiquement; de ce fait même, la bureaucratie dirigeante n'a pas de contacts vivants avec l'organisation et le rapport doit constater : « Il est parfois difficile de connaître exactement le nombre de syndiqués, où ils travaillent et habitent, s'ils paient régulièrement leurs cotisations, s'ils assistent aux réunions syndicales, etc. ». C'est toute la condamnation d'une politique et d'une direction.

***

La question de l'unité syndicale qui est actuellement au centre de tous les problèmes qui se posent aux organisations syndicales est traitée comme toujours : sous des formules, masquer la volonté de la bureaucratie de conserver une organisation sous ses ordres; ce qui fait absolument le jeu des bureaucrates réformistes. La résolution de Magic-City est proclamée juste.

Mais elle a un défaut:c'est qu'elle fut inappliquée.Le rapport ne signale aucune existence de ces fameux comités pour la création de la C. G. T. unique lutte de classes. Il se borne à constater que des comités qui avaient pu être constitués ont disparu « faute de tâches pratiques à réaliser en commun ». Quelques explications seraient cependant bien nécessaires. Comment expliquer que des militants unitaires et confédérés constituant à la base des Comités communs ne trouvent aucune tâche pratique commune à leur faire réaliser ? Quand un fait se répète d'une façon régulière par tout le pays, c'est qu'il a une cause générale : dans le cas précis, c'est l'orientation antiunitaire que les bureaucrates syndicaux stalinistes impriment à l'activité syndicale, contraignant les militants à une politique qui dresse contre eux les travailleurs réformistes.

Le 7e Congrès est appelé par les Gitton et les Frachon à confirmer cette politique criminelle.

***

« Les résultats les plus positifs ont été obtenus dans les luttes », déclare le rapport d'activité, en ce qui concerne l'unité d'action et dans l'intention de faire passer les résultats complètement négatifs dans la question de l'unité syndicale. Mais cette affirmation du rapport d'activité doit être vérifiée de très près.

Où sont ces « résultats positifs ? » L'offensive capitaliste contre les conditions de vie des ouvriers n'a cessé de se produire. La résistance ouvrière s'est manifestée, mais pas toujours très énergiquement. Quel fut le rôle de la C. G. T. U.? Quand et comment a-t-elle su déjouer les manœuvres réformistes ailleurs que dans les colonnes de l' « Humanité ? » Le rapport énumère quelques mouvements; les uns à la suite des autres, et, là-dessus, brode sans fin. Nous voudrions bien savoir concrètement quels sont les « résultats positifs » dans les principales luttes.

Les fonctionnaires ont agi sous la direction réformistes et celle-ci conserve sur eux tout son ascendant. La C. G. T. U. n'a pas étendu son influence sur d'autres cercles que ceux sur lesquels elle s'exerçait déjà.

Quels ont été, pour la C. G. T. U. les résultats de la grève Citroën ? Le syndicat des métaux de la région parisienne convoqué en assemblée générale quelques semaines après le conflit ne groupait qu'un nombre insignifiant, un peu plus d'une centaine.

Et la grève d'Armentières ? Et la grève de Strasbourg ? Et la grève des bateliers ? Dans ces trois conflits et au cours des conflits, les militants de base entrèrent en conflit avec la direction confédérale. La politique dite de la direction indépendante des grèves, du front unique contre les syndicats existants, les militants peuvent la voter à un Congrès; dans l'action elle se révèle inapplicable et dangereuse.

Parmi les militants qui participèrent à ces mouvements, s'en trouvera-t-il pour les évoquer au Congrès confédéral, non pour s'y livrer à un mea culpa indigne, mais pour démasquer la fausse politique de la direction ? Le Congrès sera-t-il condamné aux bavardages interminables des bonzes stalinistes, ou bien les militants d'Armentières, de Strasbourg, des bateliers, appuyés par ce qu'il y a de conscient et de critique dans la C. G. T. U., rempliront-ils leur devoir révolutionnaire, en prenant la responsabilité de la politique qu'ils ont suivie ? Un congrès confédéral ne pourrait qu'être totalement discrédité s'il n'y avait pas dans son sein des éléments pour se débarasser du verbiage bureaucratique et pour affronter la réalité.

***

Y aura-t-il des opposants ? Depuis Magic-City, le libéralisme pourri a disparu presque entièrement dans les rangs de la C. G. T. U. La démocratie syndicale, une formule qu'on conserva pour mieux piétiner son application. Les Boville et les Rambaud ne se sentaient plus chez eux ? D'accord. Mais combien d'ouvriers se sont trouvés dans le même cas ? Combien y sont encore traités comme des galeux. Vive l'inorganisé, sympathisant à la direction ! A la porte le militant en opposition ! Telle est l'application de la démocratie syndicale. Les exemples foisonnent : hier encore, le camarade Coutle, des communaux, parce qu'oppositionnel, chassé de sa place par une municipalité communiste, se voit interdire l'accès de son syndicat... parce que chômeur. Le Congrès de la C. G. T. U. devra d'ailleurs répondre sans ambiguité sur la question de la démocratie syndicale : elle lui est posée par les cinq travailleurs hongrois exclus du Syndicat du bâtiment de la Seine, par plusieurs dizaines de syndiqués hongrois, appuyant ces exclus.

***

La C. G. T. U. est dans un état extrêmement dangereux, quasi désespéré. Pour améliorer la situation, la direction ne fait qu'obséder les militants par la question de la réorganisation complète de toute la structure syndicale. On veut réduire celui-ci, augmenter celui-là, faire un syndicat ici, un secteur là, etc., etc... On opère à la manière d'une ménagère qui voudrait faire un bon vêtement avec des morceaux pris dans de vieux habits. On veut par du raccommodage échapper aux problèmes politiques.

Il est impossible d'y aboutir. La situation exige impérieusement non pas tant de changer de structure que de changer de politique. Et avant tout de politique d'unité syndicale. La C. G. T. U. rassemble d'une façon générale le courant révolutionnaire du mouvement syndical. Ce dernier ne peut vivre et se développer qu'en pénétrant hardiment dans la masse réformiste. Dans la voie qu'il suit, il ne peut que s'effriter et laisser battre la classe ouvrière. Au Congrès de la C. G. T. U., nous rappelons que la politique des syndicats rouges est une des plus importantes causes de la catastrophe allemande.

Appel au 7e Congrès de la C.G.T.U.

Paris, le 1er septembre

Chers camarades,

Le Congrès du Bâtiment général de la Région parisienne, tenu le 29 mai 1933, a pris une décision en vertu de laquelle nous soussignés, 5 membres de la C.G.T.U., sommes exclus de cette organisation.

Vu que,

1. On ne nous a jamais entendu préalablement;

2. Les accusations contre nous ont un caractère tout à fait politique, pour lesquels, conformément aux statuts existants de la C.G.T.U., personne ne doit être exclu;

3. La majorité du groupe dans lequel nous militons s'est rangée de notre côté; nous demanderons au Congrès de nous donner l'occasion de développer notre point de vue librement. Nous demandons l'annulation de la décision prise à notre insu par le Congrès du Bâtiment général (les participants de celui-ci n'ont jamais connu suffisamment l'état des choses), et notre réintégration immédiate dans les rangs de la C.G.T.U.

Salut révolutionnaire. G., G., P., B., B.

La résolution d'orientation de l'Enseignement Unitaire

Encore une fois, nous remettons la suite de notre compte rendu du Congrès de Reims, pour laisser place à un document émanant de la Fédération de l'Enseignement unitaire. Il s'agit de la résolution d'orientation qui sera déposée au Congrès de la C. G. T. U. par la délégation de l'Enseignement.

Ce texte résume fidèlement les idées exprimées par la majorité du Congrès de Reims. Il lui manque cependant d'être assez explicite et énergique pour forcer les dirigeants unitaires à s'expliquer.

La bureaucratie prépare le Congrès de la C. G. T. U. par les moyens connus: pas d'assemblées générales, exclusions ou expulsions des éléments oppositionnels, etc... Raison de plus pour l'enseignement, qui dispose d'une majorité combative de mettre en œuvre tous les moyens possibles pour élargir le débat. Il aurait fallu présenter un contre-rapport complet, au rapport moral du Bureau Confédéral. Cela seul aurait placé le Bureau Confédéral en posture d'accusé

Quoi qu'il en soit, les dirigeants confédéraux devront dire nettement ce qu'ils veulent : devant eux se dressent les problèmes posés par les grèves de Strasbourg et des bateliers ; à la lumière de ces mouvements il est possible de faire un examen serré de la politique de la C. G. T. U. La délégation de l'Enseignement a pour devoir de faire impitoyablement cet examen.

ENSEIGNEMENT

MOTION D'ORIENTATION

Nous publions ici la motion d'orientation que présentera au prochain congrès de la C.G.T.U. la direction de la Fédération de l'Enseignement unitaire. Nous commenterons cette déclaration :

Le Congrès regrette que la C.G.T.U. n'ait pas suffisamment tenu compte des dures leçons que les événements lui ont infligées, qu'elle n'ait pas abandonné comme elle a paru un moment disposée à le faire, le syndicalisme de secte dénoncé et condamné par la Fédération de l'enseignement dès 1929.

Il considère que la stagnation et la baisse des effectifs et de l'influence de la C.G.T.U. dans la période actuelle angoissante pour la classe ouvrière constituent la plus catégorique démonstration de la mauvaise orientation de notre centrale.

Le Congrès condamne à nouveau sans réserve la subordination du mouvement syndical du mouvement politique, la violation de la démocratie syndicale, les pratiques bureaucratiques et le sectarisme, les manœuvres déloyales et les procédés d'intimidation à l'égard des opposants

Il estime que l'intellectualisme ou suivisme des intellectuels qui sévit aujourd'hui dans la C.G.T.U. et qui tend à substituer la pseudo-initiative de certaines personnalités au jeu régulier des organisations de classe, est un courant aussi dangereux que l'ouvriérisme qui y sévissait au cours de la troisième période.

Le Congrès condamne aussi la conception anarcho-syndicaliste qui s'inspire de la charte périmé d'Amiens. Il estime que le syndicalisme se suffit à lui-même, il ne saurait avoir la prétention de suffire à tout. Il déclare qu'il est vain, dangereux et parfois contraire aux événements historiques de proclamer la suprématie du mouvement syndical sur le mouvement politique. Il estime contraire à l'esprit d'unité la condamnation des fractions au sein du mouvement syndical, le syndicat devant abriter toutes les tendances ;

Le Congrès se prononce pour l'indépendance organique du syndicalisme;

Pour le jeu loyal et total de la démocratie syndicale à tous les échelons ;

Pour la liberté d'opinion, la liberté de tendance et le droit de fraction ;

Pour l'abolition des pratiques et des manœuvres qui avilissent et affaiblissent le mouvement syndical ;

Pour le syndicalisme de masse ouvert à tous les travailleurs sans distinction d'opinions politiques ou philosophiques, se plaçant nettement sur le terrain de la lutte de classe et œuvrant pour la libération du prolétariat.

Chez les Mineurs

En pleine démocratie syndicale

Le syndicat unitaire des mineurs du Pas-de-Calais a tenu ses assises salle des fêtes à Montigny-en-Gohelle, le 2 et 3 septembre dernier.

Il tint trois séances, la première, commencée le 2 septembre à 16 heures, s'est terminée à 22 heures ; le 3, de 9 heures à 12 heures, de 14 heures à 17 heures.

Un record de vitesse. A peine en quelques heures il a pu bacler tous les travaux du Congrès et épuiser l'ordre du jour. Congrès type. Dans le genre de tous les Congrès organisés par les soi-disant dirigeants des organismes de la C.G. T. U. du Pas-de-Calais.

Rapports, d'activité de propagande, de recrutement ? Nominations de délégations diverses ? Tout s'est passé d'une façon schématique et automatique, le choronomètre en mains.

Tous ces rapports furent écrits de la même main dictés par un cerveau unique ; mécanisation de la pensee, automatisme d'individus prostrés devant des idoles inconnues.

Congrès de Syndicat, assises prolétariennes, sondages de base avant le congrès confédéral ? Non, mille fois non. La première séance fut consacrée à entendre des rapports sur la caisse autonome et la caisse de secours, la deuxième, aux divers rapports développés par Harguesse. Ce dernier tint la tribune toute la matinée. Au Congrès, il ne restait plus que trois heures l'après-midi pour la discussion qui était déjà étouffée ; néanmoins nous pûmes connaitre malgré la vantardise officielle la regression continuelle du syndicat unitaire des mineurs du Pas-de-Calais. Nous apprimes qu'à Avion, ville essentiellement ouvrière (2 délégués mineurs) qui fut le berceau du syndicalisme unitaire, il est impossible de vendre le journal mensuel « La Voix du Mineur ». Si les mineurs ont de la sympathie pour les militants locaux, et les réélisent à chaque consultation, cela ne se traduit pas pour l'organisation ; les bureaucrates de la C. G. T. U. du Pas-de-Calais se sont chargés de les écarter, et à travers le bassin du Pas-de-Calais, les sections syndicales sont squelettiques, inexistantes.

Les délégués mineurs qui ne sont pas dans la ligne ont pris quelque chose pour leur rhume. Seuls, quelques soldats de la ligne ont pu s'expliquer. Les lignards Lamaire communiste, anarchiste, pupiste, recommuniste à la noix « Trotskyste » soi-disant repenti, qui jamais, de loin ni de près n'eut de liaisons avec les Trotskystes, Senocq, Leblond, Dupuis, Gosgaud énervèrent le Congrès par leurs petits discours appris par cœur. Aux délégués mineurs insultés, critiqués à tort on ne permit même pas de se justifier.

Aux délégués mineurs Vasseur, Fontaine, Gourlet, Mattez, Lefort et d'autres, les « charlatans » de la ligne jusqu'à droite et toujours corrigée firent avaler leurs couleuvres, ainsi qu'à nous-mêmes pauvres moutons que nous sommes, nous les « pions mécaniques » de ces lorains voués à l'inévitable faillite. A la sortie, beaucoup de congressistes criaient leur mécontentement, écœurés des méthodes mises en pratique par les partisans d'un congrès étriqué, comme il fut baptisé par les délégués eux-mêmes.

La démocratie syndicale fut tellement bien appliquée qu'un délégué mineur nommé Vasseur mis en cause par les bureaucrates, n'étant pas admis à se justifier donna sa démission du syndicat unitaire en plein congrès outré des mesures draconiennes prises contre lui. Un autre délégué mineur Rondot Philippe a quitté le congrès en déclarant qu'il n'avait rien à faire dans un Congrès où il ne pouvait se défendre. Ensuite on demande aux délégués mineurs de collecter chacun 110 francs pour envoyer leur insulteur au congrès confédéral ? Un comble...

Ça, un congrès syndical ? Un marché aux puces tout au plus, où l'unité syndicale ne fût même pas l'objet d'une discussion. Seul, Darguesse dit dans son rapport : « l'unité syndicale, oui nous la voulons mais elle doit se faire sous les plis du drapeau unitaire ». Ce n'est pas plus malin que ça : rechercher les modalités qui uniraient tous les mineurs, ça ne peut pas faire l'objet d'une discussion. Nous continuons comme par le passé à subir brimades et décalages, impuissants que nous sommes à nous dresser contre le patronat minier et l'unité syndicale demeurera enterrée.

Le Congrès se termina en queue de poisson, au chronomètre, parce que la municipalité communiste organisait une fête prolétarienne à 18 heures. De l'avis de tous, elle eût dû choisir un autre jour.

Conclusion : discours et bavardages inutiles. Résultat : néant.

DANS LE BATIMENT GENERAL

Déclaration des camarades exclus du Bâtiment Général

Nous soussignés, exclus de la C.G.T.U. par le Congrès du Bâtiment général tenu le 29 mai 1933, constatons les faits suivants :

1) Après avoir mené contre nous une campagne féroce, le bureau du Bâtiment général a proposé notre exclusion uniquement pour délit de tendance politique, en se basant sur une accusation entièrement fausse. Cela se manifestait clairement dans les explications publiées par le bureau. Malgré leur intention de le masquer, leur troisième article dit entre autres choses : « ils (c'est-à-dire nous, les exclus), ont attaqué constamment le bureau et même la C. G. T. U. Mais nous avons toujours représenté le point de vue de notre groupe de langue. Cela se manifestait par l'élection et le maintien de deux membres de notre comité à leur poste par le vote régulier de la majorité. Qu'est-ce que cela signifie d'autre que la confiance du groupe de langue hongroise envers nous ? Mais le bureau était au courant de cet état de choses. La preuve en est que malgré leur manœuvre de laisser à leurs postes les autres membres du comité ils ont été contraints de dissoudre tout le groupe.

2) Contre notre groupe de langue on a mené une campagne systématique pendant de longs mois: Le bureau du Bâtiment général flanqué par la 13e région la Fédération et par la 20e U. R. allait jusqu'à attaquer ouvertement notre groupe au cours d'une séance publique (le 7 janvier). Quand les organes dirigeants supérieurs ont lancé par le journal officiel de la C. G. T. U. le mot d'ordre de boycotter notre goguette — véritable acte anti-ouvrier — le bureau a approuvé cette attitude. L'enquête ouverte par eux a été singulièrement conduite. Tandis qu'ils ont attaqué violemment notre groupe les membres du groupe n'ont pas eu les moyens de se défendre étant donné le sabotage systématique des réunions par le bureau. Mais ils sont allés plus loin encore : d'abord ils ont voulu éloigner les éléments les plus marquants au sein du groupe; mais voyant que le groupe ne voulait pas se laisser faire et prenant position pour ceux-ci, ils n'ont pas accepté la décision du groupe et ont provoqué une bagarre (bien préparée par le bureau). Par la force, ils ont éloigné ceux qui pouvaient le mieux représenter le point de vue du groupe.

3) Quand un groupe d'aventuriers au sein du mouvement ouvrier, a calomnié notre groupe dans le journal officiel de la C. G. T. U. en disant « le groupe de langue hongroise du Bâtiment général défend un mouchard de police déjà démasqué », qu'a fait le bureau du Bâtiment général ? Il nous a empêché par la force — en mobilisant sa garde de défense — de tenir la réunion publique convoquée par nous pour le 4 mai. Malgré l'invitation écrite adressée par nous, les représentants de la C. G. T. U. et du P. C. F. n'ont pas jugé nécessaire de se présenter à cette réunion. Par cette méthode détestable, le bureau n'a pas seulement défendu les calomniateurs, mais encore elle a donné la plus large possibilité pour les policiers de se dissimuler dans nos organisations. Notre groupe a publié un tract sur cette affaire.

4) Comme réponse, le bureau a suspendu deux copains en les déclarant responsables de ces événements. Le groupe n'a pas voulu se laisser entraîner par cette manœuvre. La suspension ne fut pas acceptée. Au contraire, le groupe vota pour la participation de ces camarades aux travaux du groupe. Le groupe démontrait ainsi que les deux copains ont agi en conformité avec le point de vue du groupe. Le secrétaire du Bâtiment général a proclamé que cette décision ne valait rien pour lui.

5) Après tous ces événements, ils ont fait voter par le congrès du 29 mai la décision de nous exclure. L'exclusion était proposée par une commission d'enquête qui n'a jamais fonctionné comme telle et qui ne nous a jamais entendus.

6) A cette occasion nous affirmons que la situation désastreuse du Bâtiment général est due au travail néfaste du Bureau. Ils sont incapables d'organiser parmi les ouvriers du second œuvre (englobant à peu près 80.000 ouvriers dans la R. P.) un syndicat fort. Le Bâtiment général a actuellement 450 à 500 syndiqués sur le papier. Le journal ne paraît presque jamais. Les nouveaux adhérents ne restent pas au syndicat. Notre exclusion a entraîné la fin de notre groupe. Depuis ils ont décidé de le réorganiser. Malgré les nombreux participants « par ordre » la moitié de cette nouvelle création demeure oppositionnelle. Mais faire adhérer de nouveaux membres est impossible pour longtemps. Mais pour les bureaucrates, on ne paie jamais assez cher, de sauver ses postes.

7) Mais nous avions constaté que toutes ces manœuvres ont été exécutées sous la direction et par la volonté du P. C. F. Nous avons à lutter contre la politique antidémocratique des représentants de ce parti. En quoi consiste cette politique ? On faisait chasser les oppositionnels de leur lieu de travail. Si, par hasard, ils étaient dans une entreprise où le parti avait de l'influence; on a même dénoncé des ouvriers à leurs patrons ; on a menacé les ouvriers illégaux de les jeter aux mains de la police. on les a chassés de leur demeure illégale. on a mené la campagne de calomnies la plus ignoble contre eux. La corruption a trouvé largement à s'employer. On a menacé les faibles en leur faisant prévoir un sort pareil s'ils continuent leurs attaques ou leurs critiques. On n'a admis au parti que ceux qui ont accepté de lutter aveuglément contre les oppositionnels. L'aide et le soutien ont été réservés seulement aux créatures de l'appareil; on les a retirés aux oppositionnels, etc.

8) Nous n'avions aucun moyen de nous défendre contre tout cela. Ni le P.C.F. ni la C.G.T.U. n'ont jamais voulu nous aider dans cette lutte. Leurs journaux, malgré nos tentatives répétées, n'ont jamais publié nos articles. Au contraire, nous avons constaté que la Ligue communiste, l'opposition de gauche — les soi-disant « trotskystes » — nous ont aidés de toutes les façons dans notre lutte pour la démocratie intérieure des organisations révolutionnaires. Nous avons reconnu la similitude entre la campagne de calomnies menée contre eux et contre nous. C'est tout naturellement donc, qu'après cela, nous avons étudié à fond la position, le point de vue de la Ligue. Nous avons constaté que cette ligne est la seule ligne bolchevike-léniniste. A cause de cela nous avons décidé de lui donner notre adhésion. Dans les cadres de la Ligue, nous voulons continuer de mener la lutte contre les tendances fausses, pour la démocratie intérieure des organisations révolutionnaires, pour une juste politique révolutionnaire. Nous sommes convaincus que les événements futurs démontreront que nous avons raison et que nombreux seront les camarades qui nous suivront dans cette voie.

5 septembre 1933.

G. P. L. G.

Le camarade B. d'accord avec la déclaration n'adhère pas actuellement à la Ligue.

Au Congrès de la 1re U. R. U.

Nous donnerons la semaine prochaine un tableau du Congrès de la 1re U. R. U., celle de la si importante région du Nord. 118 délégués étaient présents (ce qui montre la disparition d'une série de syndicats), et malgré cela la discussion fut très morne.

Gitton et les dirigeants locaux palabrèrent à leur aise. Le rapport moral fut voté. *Cornette*, qui fit une sérieuse intervention, et celle des employés d'Halluin.

Blankaert (batellerie) qui fut insulté copieusement par *Gitton*, s'abstint dans le vote, après avoir refusé de s'expliquer sous la menace.

Gitton attaqua pêle-mêle les Ports et les Docks, l'Enseignement, la Ligue, en nous accusant de vouloir refaire le coup des 22. Cependant, il ne peut lever complètement l'inquiétude qui s'est emparée de nombreux camarades. Voilà un Congrès régional qui nous montre clairement ce que sera le Congrès Confédéral !

UN SYNDIQUE.

Dans les P. T. T.

MISE AU POINT APRES MISE EN GARDE

Fidèles à l'opinion émise par nous, que la démagogie est tout juste capable d'entraîner à plus ou moins longue échéance le dégoût et la lassitude chez les travailleurs, nous n'entendons pas cacher que *la Tribune des P.T.T.* n'a pas trouvé l'accueil que nous espérions.

Trop peu de camarades ont répondu à notre appel; même des sympathisants à nos positions se laissent aller au pessimisme et le résultat est l'impossibilité de faire paraître un autre numéro de notre petit organe tiré à la Ronéo.

Nous chercherons les causes, nous tirerons les enseignements de cette situation avec la sincérité qui doit animer des communistes mais qu'on ne s'empresse pas de nous enterrer une fois de plus, car avec la ténacité nécessaire aux révolutionnaires, nous sommes décidés à continuer notre travail, à discuter à nouveau avec nos camarades, à reprendre et à chercher de nouvelles liaisons.

Il faut dès à présent, marquer le coup que prétendent nous asséner des camarades peut-être sincères mais qui devraient pourtant relire et ce qu'ils écrivent et ce qu'ils veulent combattre.

La Vigie feuille de propagande des travailleurs de la Recette principale des Postes, en réalité organe de la cellule du P.C. (ce n'est un secret pour personne, et si cela n'est pas vrai, il faudra dire quel est le Comité qui rédige cette feuille et au nom de quelles organisations), a publié l'article suivant, sous le titre : *Mise en garde.*

« Des camarades nous signalent la présence d'une « Feuille » circulant à la R. P.

Cette « Tribune » émane, paraît-il de la Fraction syndicale des P. T. T. de la Ligue communiste (!)... Section Française de l'opposition, de gauche (!!)... Ouf !...

Dans ce torchon, nous y relevons les attaques les plus viles contre la F. P. U. et son organe la « Bataille ».

Notre C. G. T. U. y est comparée à la C. G. T. et comme trahissant les intérêts des travailleurs.

Dès qu'un vaste courant d'unité se manifeste au sein de la classe ouvrière, la bourgeoisie en comprend tout le danger et multiplie tous les moyens en son pouvoir dans le but de briser l'Unité des travailleurs, elle suscite des groupes pseudo-ouvriers jetant ainsi la confusion et divisant le mouvement ouvrier pour mieux le battre.

Ne soyons donc pas surpris de voir, au moment où le Front Unique fait de gros progrès, au sein de la R. P., redoubler l'activité contre-révolutionnaire des « Trotskystes ».

Soulignons néanmoins la coïncidence qui ne se laisse d'être troublante, la parution de ce torchon au même moment où le gouvernement tente d'appliquer la diminution de 10 % sur les indemnités.

Les travailleurs de la R. P. réserveront à ce torchon nommé dans un but que l'on devine Tribune des P. T. T. *(ne pas confondre avec l'organe centrale de la F.P.U.) l'accueil qu'il mérite, c'est-à-dire le mépris le plus complet.*

Les travailleurs l'auront jugée d'eux-mêmes, la ficelle est trop grosse, sous le masque des « redresseurs » apparaît la camelote contre-révolutionnaire, tous les coups sont dirigés contre notre Parti et nos syndicats. Les réformistes ne doivent pas exister pour eux, les trahisons des Laurent, Courrière et Cie ça n'existe pas, ils l'ignorent.

Répondez en diffusant largement notre « Bataille » ainsi que notre vaillante petite Vigie *qui est toujours au combat. »*

Pour les camarades qui ont lu notre « torchon », cette mise en garde est une rigolade et c'est pour nous l'occasion d'inviter ceux qui ne l'ont pas lu à nous le demander, à la *Vérité*; reprenons quelques points :

« Nous y relevons les attaques les plus viles contre la F.P.U. et son organe la *Bataille.* »

Nous répétons que, syndiqués unitaires, nous pensions qu'apportant notre point de vue dans nos assemblées syndicales, celui-ci ne serait pas déformé dans nos organes syndicaux; l'expérience nous prouve le contraire; de plus, la conception de la démocratie syndicale des dirigeants de la F. P. U. les empêche d'insérer les rectifications de « contre-révolutionnaires » de notre espèce.

— Le camarade Lapart a dû employer un moyen inédit pour imposer une rectification à la *Bataille des P. T. T.* (voir numéro 288, ordre du jour de Boulogne-sur-Seine).

— Dorlain, membre de notre fraction, a dû faire passer sa rectification, non publiée par la *Bataille*, dans la *Vérité* (voir n° 130).

S'agit-il là d'attaques les plus viles ou ces faits sont-ils exacts ? *Il faut répondre, camarades de la « Vigie »....*

En ce qui concerne la « coïncidence », prétend-on que nous voulons aider le gouvernement à appliquer la diminution de 10 % Si oui, sur quoi se base la *Vigie* pour affirmer cela et qu'attendent ses rédacteurs pour demander notre exclusion d la C. G. T. U. ?

« Les réformistes ne doivent pas exister pour eux, etc... »

La Tribune elle-même nous donne la réponse:

— En cela, nous défendrons le léninisme, à la mois contre les bouges réformistes et les bureaucrates révisionnistes de la tactique léniniste.

— Dans la F. P. confédérée les chefs réformistes craignent la discussion... il s'agit de porter chez eux la lutte de classe.

Il y a aussi quelques appréciations des chefs de la social-démocratie et d'Amsterdam, dans les résolutions du 4e Congrès de l'I.C., défendues par Lénine lui-même, qui montrent combien nous oublions Laurent, Courrière et Cie et aussi avec quelle loyauté les « mises en garde » naissent dans la *Vigie.*

R. D. MANUT.

(*à suivre.*)

TRIBUNE DE DISCUSSION POUR LA CONFERENCE NATIONALE

Encore une fois au sujet de la Conférence de Paris.

Un pas en avant ou un pas à droite ?

Quand le mouvement entre dans un stade nouveau, supérieur, il se trouve toujours des éléments qui prennent la défense de la journée de la veille. Une perspective plus large les effraye. Ils ne voient rien, si ce n'est les difficultés et les dangers.

Des camarades, qui ont assisté à une réunion de bolcheviks-léninistes, me transmettent quelle est, par exemple, la critique d'un des participants. « A la Conférence de Paris nous n'avons fait aucune conquête; on a mené l'affaire par des pourparlers et des accords entre les sommets; une telle politique ne peut pas avoir de signification révolutionnaire; le document commun, signé par les « sommets » des quatre organisations, marque, en réalité, une déviation vers la social-démocratie... » Puisque cette critique — sous une forme, il est vrai, très exagérée — ne fait que traduire les doutes et les craintes d'un certain nombre de camarades (selon toutes les données, d'une minorité infime), il faut s'arrêter sérieusement sur les arguments cités plus hauts.

« Les pourparlers ont été seulement menés entre les sommets. » Que signifie cet argument? Les conférences et les Congrès ne se composent jamais que de sommets, c'est-à-dire de représentants. Faire venir en un même endroit tous les membres de l'Opposition de gauche, du S.A.P., du R.S.P. et de l'O.S.P., c'est une tâche irréalisable. Comment peut-on parvenir à des accords entre organisations sans pourparlers entre leurs représentants, c'est-à-dire entre les « sommets »? Sur ce point la critique est manifestement dénuée de quelque sens que ce soit.

Ou peut-être, l'auteur de la critique voulait-il dire que les représentants des organisations, qui ont signé la Déclaration commune, n'exprimaient pas l'opinion de la base? Examinons aussi cet argument. En ce qui concerne le S.A.P. tout le monde sait que depuis longtemps les simples membres du parti aspirent non seulement à un rapprochement, mais aussi à une union complète avec nous, alors que les sommets s'esquivent jusqu'au dernier moment et donnent un coup de frein, craignant de se détourner d'alliés possibles à droite. Que signifie donc dans un tel cas le fait que les sommets se virent contraints de signer conjointement avec nous un document qui engage au plus haut point leur responsabilité? La réponse est claire : la poussée de la base vers la gauche, c'est-à-dire vers nous, est devenue si forte, que les chefs du S.A.P. en sont venus à se tourner vers nous. Celui qui sait interpréter justement les faits et les symptômes politiques dira : c'est une immense victoire. Cette conclusion conserve toute sa force indépendamment de la mesure dans laquelle les pourparlers ont été menés habilement et adroitement entre sommets. Ce ne sont pas les pourparlers qui ont décidé, mais tout le travail antérieur de l'Opposition de gauche.

Avec l'O.S.P. (Hollande) la chose se présente à peu près de la même façon. Cette organisation n'était aucunement liée à nous. Il y a deux ans, elle se trouva dans un bloc avec Seydevitz et Rosenfeld. Aujourd'hui elle s'est rapprochée de nous. Il est clair que les chefs de cette organisation n'auraient jamais fait un tel pas, s'il n'y avait pas eu un courant décisif de la base vers la gauche.

La chose se présente quelque peu différemment avec le R.S.P. (Sneevliet). Ici des relations amicales existent depuis déjà assez longtemps. Beaucoup de camarades connaissent l'appui actif que Sneevliet et ses amis ont prêté à l'Opposition de gauche au moment de la conférence de Copenhague et surtout au moment du Congrès d'Amsterdam contre la guerre. Ce fut la question du Comintern qui empêcha de réaliser organisationnellement l'affinité politique. Les désaccords dans la question syndicale, semble-t-il, ont perdu leur acuité ancienne, s'ils ne sont pas définitivement réduits à rien. Quand nous nous prononçâmes pour la nouvelle Internationale, la cloison qui nous séparait, tomba. N'est-il pas évident, que d'un seul coup notre orientation nous a donné dans ce cas un résultat concret et précieux ?

Il y a trois mois (le 15 juin) nous écrivions hypothétiquement, qu'au sein des groupements socialistes de gauche nous pourrions, vraisemblablement, avec une politique plus large et plus décidée, rencontrer pas mal d'alliés. Il y a un mois et demi nous émettions la supposition que la rupture avec le Comintern devrait faciliter extraordinairement l'afflux vers nous de groupements révolutionnaires d'origine social-démocrate. N'est-il donc pas clair que la Conférence de Paris confirme ces deux suppositions. A un point tel, d'ailleurs que nous ne l'attendions pas il y a deux ou trois mois. Dans ces conditions se plaindre que tout aurait été mené par des pourparlers de « sommets » et affirmer que la nouvelle alliance n'a pas de signification révolutionnaire, c'est faire preuve d'une incompréhension complète des processus fondamentaux qui se déroulent actuellement dans l'avant-garde prolétarienne.

Mais particulièrement étrange (pour parler doucement) résonne l'argument selon lequel nous faisons un tournant vers... la social-démocratie. C'est ainsi que nous calomnient les stalinistes, d'ailleurs pas d'aujourdhui. Quelles sont les raisons pour transporter ces « arguments » à l'intérieur de notre organisation ? Cependant, examinons la chose de plus près. La Conférence de Paris ne fut pas convoquée par nous. De sa composition et de son ordre du jour nous ne portons pas la moindre responsabilité. Nous étions à cette conférence pour y exposer notre point de vue. Peut-être notre Déclaration renferme-t-elle quelques concessions à la social-démocratie ? Qu'on se décide à le dire : La Déclaration, signée par quatre organisations, ne renferme pas en elle, c'est évident, notre programme. Mais elle trace nettement la voie de la Quatrième Internationale sur la base de la lutte implacable contre la social-démocratie, de la rupture complète avec le centrisme bureaucratique et d'une condamnation décisive de toutes les tentatives faites dans l'esprit de l'Internationale deux et demie. Où y a-t-il donc là une concession à la social-démocratie ?

La Déclaration des quatre ne donne pas, et dans les circonstances de l'affaire, ne pouvait pas donner, une réponse à toutes les questions du programme et de la stratégie. Construire la nouvelle Internationale seulement sur la base de cette unique déclaration, c'est évidemment impossible. Mais aussi nous ne nous préparons pas à le faire. Dans la Déclaration même il est dit nettement, que les organisations qui ont signé avec nous s'engagent à élaborer à bref délai un manifeste programmatique, qui devra devenir le document fondamental de la nouvelle Internationale. A ce travail devront être entraînées toutes nos sections, toutes les trois organisations alliées, aussi bien que les groupes et éléments sympathisants. Nous préparons-nous dans ce Manifeste à faire des concessions à la social-démocratie ? La Déclaration des bolcheviks-léninistes, publiée à la Conférence, dit clairement sur quelles bases nous pensons construire le Manifeste : les décisions des quatre premiers Congrès du Comintern, les « 21 conditions », les « 11 points » de l'Opposition de gauche. Avons-nous sur ce terrain des désaccords sérieux avec nos alliés, l'avenir le montrera. Si des désaccords se font jour, nous lutterons sérieusement pour nos points de vue. Dans les questions principales nous n'avons pas jusqu'à maintenant manifesté de conciliation excessive. Où sont donc les raisons pour parler de tournant vers la social-démocratie ?

Les mêmes critiques ajoutent encore l'argument suivant : on peut seulement construire la nouvelle Internationale avec la vague de montée du mouvement révolutionnaire; or, actuellement dans l'atmosphère de défaite, toutes les tentatives dans ce sens sont condamnées par avance à l'effondrement. Ce profond argument historique est hélas, entièrement emprunté au stérile scholastique Souvarine (qui, autant que je sache, a réussi en son temps à décrire un angle de 180 degrés). La nécessité de la rupture avec la Seconde Internationale et la nécessité de préparer la Troisième Internationale furent envisagées par les bolcheviks en l'automne 1914, c'est-à-dire dans une situation de désagrégation épouvantable des partis socialistes. Et alors il y eut pas mal de sages, qui parlaient de l' « utopisme » (alors n'avait pas encore abusé du mot de « bureaucratique ») du mot d'ordre de la Troisième Internationale. Kautsky alla plus loin dans son aphorisme célèbre : « L'Internationale est un instrument pour le temps de paix et non pour le temps de guerre. » Au fond, c'est la même pensée, qu'expriment les critiques citées plus haut : « L'Internationale est un instrument pour la période de montée et non pour la période de défaite. » Il faut au prolétariat une Internationale toujours et dans toutes les conditions. Si aujourd'hui il n'y a pas d'Internationale, il faut le dire à haute voix et immédiatement se mettre à préparer une nouvelle Internationale. Comment la mettre rapidement sur pieds ? cela dépend, évidemment, de toute la marche de la lutte de classe, de la défaite ou de la montée du mouvement ouvrier, etc... Mais même au moment de la défaite la plus lourde il faut se préparer pour la montée future en donnant à nos propres cadres une orientation juste. Les plaintes fatalistes sur la décadence reflètent le plus souvent une propre décadence subjective.

Prenons pour comparaison les conférences de Zimmerwald et de Kienthal. Elles sont entrées dans l'histoire comme des étapes indispensables entre la Seconde et la Troisième Internationales. En fait, que représentaient en elle-même ces conférences ? Par nécessité elles se composaient uniquement de « sommets » (toute conférence se compose de sommets).

Par la quantité des ouvriers immédiatement représentés elles étaient plus faibles que la Conférence de Paris. Les majorités de Zimmerwald et de Kienthal comprenaient des éléments droitiers-centristes (Ledebour, hésitant encore à voter contre le budget de guerre, Hoffman, Bourderon, Merrheim, Grimm, Axelrod, Martov, etc...). Lénine jugea possible de signer le manifeste de toutes les organisations, malgré l'imprécision de ce document (1).

En ce qui concerne la « gauche » de Zimmerwald, elle était extraordinairement faible. Après l'écrasement de la fraction des bolcheviks à la Douma et celui des organisations locales, le parti bolchevik pendant la guerre n'était pas plus fort que l'Opposition de gauche russe actuelle. Les autres groupes de gauche étaient incomparablement plus faibles que nos trois alliés actuels. Dans les conditions de la guerre, la situation générale du mouvement ouvrier semblait absolument sans espoir. Néanmoins les bolcheviks, aussi bien que le groupe « Naché Slovo », s'engagèrent au début même de la guerre dans la voie de la Troisième Internationale. Sans ce cours, la Révolution d'octobre aurait été impossible.

Répétons-le : Lénine jugea possible dans les conditions d'alors de signer avec Ledebour, Bourderon, Grimm et Martov un manifeste contre la guerre. Actuellement, les bolcheviks-léninistes n'ont pas signé la résolution de la majorité de la Conférence de Paris et ne prennent sur eux, c'est évident, aucune responsabilité pour cette majorité. Est-ce que la politique de Lénine à Zimmerwald et à Kienthal fut... un tournant vers le social-patriotisme ? On peut répliquer que maintenant en temps de paix, il faut un choix encore plus sévère qu'en temps de guerre. C'est juste : Ledebour et Bourderon courraient un risque en signant le manifeste de Zimmerwald, mais Tranmael et Cie se livrent à leurs manœuvres (la main droite pour la social-démocratie, le petit doigt de la main gauche pour la Conférence de Paris) sans le moindre risque. C'est précisément pourquoi nous nous sommes refusés à signer la résolution sans contenu de la Conférence de Paris. Où y a-t-il donc là des concessions à la social-démocratie ?

Cependant, deux de nos alliés — objectera notre critique — ont signé la résolution de la majorité, montrant par là qu'ils n'avaient pas encore fait un choix définitif. C'est absolument vrai ! Mais nous ne prenons sur nous aucune responsabilité pour nos propres alliés, de même qu'ils ne prennent sur eux aucune responsabilité pour nous. Les conditions de notre accord ont été formulées avec précision et peuvent être maintenant connues de tous. De quel côté nos alliés feront-ils leur choix définitif, l'avenir le montrera. Nous voulons les aider à faire un choix juste. Un des principes les plus importants de la stratégie révolutionnaire dit : surveille tes alliés aussi bien que tes adversaires. Nous donnons évidemment le même droit à nos alliés à notre égard : une critique réciproque sur les bases d'une complète égalité. En cela il n'y a pas la moindre trace d'une quelconque diplomatie de sommets dans les coulisses : tout se fait et se fera aux yeux des masses, sous leur contrôle, dans le but d'éduquer les masses et avec le but d'éduquer les sommets au moyen du contrôle des masses. D'autres voies et d'autres méthodes de la politique révolutionnaire, il n'en existe absolument pas !

Il y a aussi d'autres règles de la politique révolutionnaire qu'il est bon de se rappeler : ne t'effraie pas à tort et à travers et n'effraie pas les autres sans raisons; n'invente pas de fausses accusations; ne cherche pas de capitulation là où il n'y en a pas ; n'entraîne pas l'organisation en arrière quand elle se prépare à aller en avant ; ne remplace pas l'examen marxiste par des querelles de clique sans principe. Une longue expérience montre que précisément aux moments où l'organisation se prépare à passer d'une étroite impasse sur une arène plus large, il se trouve toujours des éléments, qui tiennent fortement à leur propre impasse, connaissent tous les voisins et voisines, sont habitués à faire circuler toutes les nouvelles et tous les bruits de l'impasse et à s'occuper des affaires terriblement importantes que sont les « renversements de ministères » dans leur propre impasse. Ces éléments conservatifs et sectaires craignent terriblement que sur une arène plus large leur art ne trouve plus à s'exercer. C'est pourquoi ils saisissent les roues du char, tentent de les faire tourner en arrière et justifient leur travail au fond réactionnaire par des arguments « révolutionnaires » et « principiels ». Nous avons tenté plus haut de peser ces arguments sur la balance de la dialectique marxiste. Que les camarades décident eux-mêmes quel est leur poids.

Le 10 septembre 1933. G. G.

(1) A ce propos : quelques sages se souviennent sans rime ni raison du « bloc d'août » de 1912, qui eut des cadres purement nationaux, mais laissent de côté la Conférence internationale de Zimmerwald, avec laquelle l'analogie se présente d'elle-même.

« QUE FAIRE ? »

Une affiche sur le voyage d'Herriot en U. R.S.S.et signée : Parti Communiste, groupe « Que faire ? » *a été apposée la semaine dernière sur les murs de Paris. Elle stigmatise, à l'aide de citations juxtaposées, l'invraisemblable apologie d'Herriot-le-pacifiste qui s'étale depuis trois semaines dans l'Humanité. Elle met les ouvriers communistes en garde contre les dangers de la politique stalinienne.*

Grand émoi chez les bureaucrates centristes ! Nous avons reçu de ce groupe « Que faire ? » composé de camarades exclusivement membres du parti communiste, un important document sur les thèses proposées par la C. E. à notre Conférence Nationale. Nous en publions l'extrait ci-dessous.

Nous espérons qu'à bref délai ce groupe de jeunes camarades, qui a réagi si sainement contre le revisionnisme stalinien, rejoindra nos rangs, car les idées qu'ils défendent sont les nôtres. Ainsi, la bureaucratie stalinienne, sourde à toute critique, organiquement incapable de tirer les leçons des plus cruelles expériences, fait naître fatalement à chacun de ses pas de nouveaux combattants pour la cause du marxisme. Juste revanche du baillonnement et de l'étranglement bureaucratique du parti qui fut pendant plus de dix ans le seul espoir révolutionnaire du prolétariat.

Le groupe « Que faire » au Secrétariat de la Ligue communiste
Résolution

Le groupe « Que faire », d'accord avec la critique de la Ligue communiste sur le front unique, d'accord avec sa position sur la question syndicale, regrette qu'une certaine confusion subsiste dans les thèses politiques soumises à la discussion de la Conférence Nationale de la Ligue, du fait que la question Fraction du P. C. officiel au Nouveau Parti n'a pas été tranchée auparavant. Une position de départ bien claire à cet égard est nécessaire à l'établissement d'un programme d'action.

I. — Question du Nouveau Parti

Pour les membres du groupe, il n'y a aucun doute que la position Création d'un Nouveau Parti est aujourd'hui impitoyablement nécessaire, juste, urgente.

En effet, pour des révolutionnaires, la question se pose de la façon suivante :

La dégénérescence du Parti communiste est devenue manifeste. Son opportunisme réel et ses tendances réformistes se sont développés à l'abri d'une phraséologie révolutionnaire qui elle-même commence à craquer. C'est là une constatation qui a réuni un certain nombre de camarades au sein de l'Oppoition de gauche et qui d'autre part trouble profondément beaucoup de membres du Parti.

Or la révolution ne pourra être accomplie ni même entreprise sans l'existence d'un véritable parti révolutionnaire.

Le Parti Communiste officiel peut-il être régénéré et redevenir un véritable parti révolutionnaire ?

A cette question, le groupe « Que faire » répond : non.

Nous estimons que la bureaucratie dirigeante est devenue à l'intérieur du parti trop puissante pour qu'on puisse, malgré elle, renverser le courant.

La moindre discussion d'où pourrait jaillir un peu de lumière sur les erreurs des dirigeants de l'I.C. est étouffée pratiquement par tous les moyens.

Il est établi une fois pour toutes que toutes les fautes sont commises par la base et que les directives bureaucratiques sont toujours justes. Le moindre doute à cet égard est considéré comme une hérésie et en dernier ressort l'hérétique est exclu du Parti. De cette façon le Parti peut agoniser, mais la Bureaucratie est solide.

C'est ce qui explique qu'il y ait au sein même du Parti un assez grand nombre d'amis de l'Opposition qui ne se révèlent pas parce qu'ils ne veulent pas être exclus. Cette attitude a quelquefois pour cause un attachement sentimental au Parti et presque toujours le désir d'effectuer un travail pratique. En même temps ils essayent chacun dans sa petite sphère de ramener le Parti dans la voie révolutionnaire.

Mais aujourd'hui nous pensons que la plupart d'entre eux se rendent compte de l'inanité de leurs efforts. Nous les appelons tous et nous appelons également la Ligue communiste à constater avec nous que le Parti communiste officiel ne peut plus être régénéré.

Cette constatation s'applique évidemment à la IIIe Internationale elle-même.

Bien plus, nous déclarons que l'I. C. non seulement n'est pas capable de mener la Révolution dans le monde mais qu'elle est devenue objectivement un véritable obstacle au développement révolutionnaire des masses.

C'est devenu un devoir impérieux pour un communiste de détruire le fétichisme de l'appareil soviétique, le sentimentalisme de l'attachement au Parti et à l'I. C.

C'est devenu un devoir impérieux pour les communistes de travailler à la rupture du mouvement révolutionnaire d'avec l'I. C.

Il en découle la nécessité de créer un nouveau parti révolutionnaire mondial.

Il sera facile d'expliquer aux masses que la IIIe Internationale a été rejetée dans l'opportunisme par la déviation stalinienne et nous, nous voulons nous appuyer sur la véritable tradition bolchévickléniniste.

C'EST POURQUOI LA TACHE DE FONDER UN NOUVEAU PARTI MONDIAL INCOMBE A L'OPPOSITION DE GAUCHE INTERNATIONALE.

Ce qui ne doit pas l'empêcher, naturellement d'agglomérer autour d'elle des organisations évoluant vers le communisme, comme par exemple le S. A. P., à condition que ces organisations admettent les principes sur lesquels nous ne pouvons transiger

Le groupe « Que faire » pense que le maintien de la position « Fraction du Parti », qui est devenue fausse depuis plusieurs mois empêche l'Opposition de mener contre le parti officiel des attaques nécessaires en dehors des discussions et articles de la vérité. *(A suivre.)*

Où va l'Indépendant Labour Party anglais ?

Des dernières décisions politiques du conseil national de l'I. L. P. anglais découle tout à fait clairement qu'après sa rupture avec les réformistes le parti continue d'aller à gauche. On peut observer un processus voisin dans beaucoup de pays : au sein des partis social-démocrates se forme l'aile gauche qui au stade ultérieur rompt avec le parti et essaye de se créer un chemin révolutionnaire par ses propres forces. Dans ce processus se reflètent, d'une part la crise profonde du capitalisme et du réformisme qui lui est inséparablement lié, et d'autre part l'incapacité de l'Internationale communiste d'attirer à elle le courant révolutionnaire du prolétariat.

En Angleterre la situation se complique cependant d'une combinaison de circonstances sans précédent. Pendant que dans les autres pays l'Internationale communiste continue à traiter les organisations social-démocrates de gauche de « social-fascistes de gauche » et de « contre-révolutionnaires les plus dangereux », entre le Parti ouvrier indépendant et le P. C. d'Angleterre s'est établie une collaboration permanente. Comment les chefs de l'I. C. concilient-ils cette collaboration avec la théorie du « social-fascisme de gauche » ? Cela reste une énigme. Dans l'organe théorique de l'I. C. (numéro de juillet), Fenner Broackway, nouvellement élevé au poste de secrétaire de l'I. L. P., est appelé comme le passé « contre-révolutionnaire ». Pourquoi le P. C. britannique a-t-il conclu cette fois-ci un front unique non seulement avec la base mais aussi avec les chefs, et qui plus est avec des chefs démontrés « contre-révolutionnaires » — un front unique conclu non pas pour une action concrète isolée, mais pour le travail commun en général ? Il n'est pas un mortel à qui soit donné de débrouiller ces contradictions Mais si on laisse les principes de côté la chose s'explique assez simplement : dans les conditions exceptionnellement favorables de la Grande-Bretagne. l'Internationale communiste grâce à la politique désastreuse du Comité anglo-russe, de la « troisième période », etc., a réussi à isoler et à affaiblir complètement sa section anglaise : d'autre part la profonde crise sociale du capitalisme britannique a poussé brusquement l'I. L. P. à gauche : ne se souciant pas de conséquence ni de logique. l'Internationale communiste, absolument découragée, s'est raccrochée des deux mains cette fois-ci à l'alliance qui lui était proposée.

On pourrait, on devrait saluer et soutenir ardemment la collaboration de l'I. L. P. et du parti communiste, si elle n'avait pas été basée des deux côtés sur des réticences, des demi mots et des ambiguïtés.

Du parti communiste, le conseil nationale dit qu'il est « révolutionnaire dans ses buts comme nous mêmes ». C'est tout ce que nous apprenons en ce qui concerne l'appréciation du parti communiste et de sa politique. Chaque ouvrier sérieux et qui réfléchit demandera inévitablement : « Pourquoi donc deux partis s'ils ont des conceptions également révolutionnaires ? » Cet ouvrier s'étonnera plus encore quand il apprendra que les chefs d'un de ces partis également révolutionnaires jugent les chefs de l'autre parti « contre-révolutionnaires » et « social-fascistes de gauche ». Peut-être le conseil national de l'I. L. P. s'abstient-il d'appréciations critiques sur son allié pour ne pas torpiller l'alliance elle-même. Mais l'alliance d'organisations révolutionnaires fondée, non sur une critique réciproque ouverte mais sur la démocratie, succombera sous les premiers coups de la tempête politique comme un château de cartes.

Les thèses du Conseil national expliquent le bloc avec le Parti communiste, premièrement comme un pas sur la voie du front unique, deuxièmement comme une étape sur la voie de la création d'un Parti révolutionnaire. Chacun de ces arguments a son poids ; mais, placés mécaniquement l'un à l'autre, ils se contredisent l'un à l'autre. Les thèses répètent que le front unique doit embrasser toutes et chacune des organisations du prolétariat dans la mesure où elles veulent participer à la lutte : le Labour Party, les Trade-unions, même le « parti coopératif ». Mais nous savons bien, non par les écrits, mais par l'expérience tragique de la catastrophe allemande, que l'Internationale communise rejette le front unique avec les organisations réformistes « social-fascistes ». Comment donc l'I. L. P. compte-t-il, allié au Parti communiste, dresser le front unique avec les organisations réformistes ? : seulement par en bas et sous la direction garantie d'avance de la bureaucratie communiste ? A cette question, il n'y a pas de réponse.

En mentionnant au passage que le bloc avec le Parti communiste a déjà repoussé à droite certaines sections du « mouvement officiel » le comité national exprime l'espoir que des préjugés de ce genre pourront être vaincus par la participation active aux luttes quotidiennes. Que les préjugés réactionnaires des leaders du Labour Party et du Conseil général des Trade-Unions n'effrayent pas les chefs de l'I. L. P., c'est tout à l'honneur de ces derniers. Malheureusement il se s'agit pas seulement de préjugés. Quand la bureaucratie communiste déclare frères jumeaux le fascisme et le réformisme, non seulement elle donne une appréciation fausse des chefs réformistes, mais elle révolte à juste titre les ouvriers réformistes. Dans les thèses il est dit — c'est vrai — que la critique du réformisme doit correspondre aux circonstances réelles pour pousser les ouvriers réformistes en avant et non les rejeter en arrière ; mais il n'est pas dit un mot du Parti communiste à ce propos. Et la théorie du « social-fascisme » ? Comment sur cette théorie peut-on construire une politique de front unique ? Passer sous silence de semblables questions dans la résolution ne signifie pas les éliminer de la vie. Une discussion ouverte pourrait peut-être pousser le Parti communiste à adopter une position juste ; une dérobade diplomatique ne fait qu'accumuler les contradictions et prépare une nouvelle catastrophe pour le mouvement de masse de demain.

Sans déterminer leur attitude principale à l'égard du communisme officiel (stalinisme) les thèses du Conseil national s'arrêtent à mi-chemin dans leur attitude à l'égard du réformisme. Il faut critiquer les réformistes comme des démocrates conservateurs et non comme des fascistes. Mais cela ne doit en aucune façon atténuer l'intransigeance de notre lutte contre eux. Car le réformisme britannique est maintenant le principal frein à la libération, non seulement du prolétariat britannique, mais du prolétariat européen. La politique de front unique avec les réformistes est obligatoire. Mais elle est limitée nécessairement aux tâches particulières, surtout aux combats défensifs. Il ne peut être question d'accomplir la révolution socialiste au moyen d'un front unique avec les organisations réformistes. La tâche fondamentale du Parti révolutionnaire consiste à libérer la classe ouvrière de l'influence des réformistes. L'erreur de la bureaucratie de l'Internationale communiste ne consiste pas en ce qu'elle considère comme la condition la plus importante de la victoire la direction d'un Parti révolutionnaire, — ce qui est absolument juste — mais en ce que, incapable elle-même de conquérir les masses ouvrières dans les luttes quotidiennes en commençant comme minorité dans des rôles modestes, elle exige par avance cette confiance, présente au prolétariat des ultimatum, et brise les tentatives de front unique parce que les autres organisations ne sont pas d'accord pour lui conférer volontairement le bâton de maréchal. Cela n'est pas une politique marxiste, c'est un sabotage bureaucratique.

Une victoire sûre et durable de la Révolution prolétarienne — répétons-le encore une fois — est possible qu'à la seule condition que le Parti révolutionnaire — c'est-à-dire un véritable Parti communiste — réussisse à gagner avant la prise du pouvoir la confiance inébranlable de la majorité de la classe ouvrière. Cette question centrale n'a presque pas été éclaircie dans les thèses. Par prévenance à l'égard de l'allié ? Non. Pas seulement cela. Il y a des causes plus profondes. La clarté insuffisante des thèses à l'égard du front unique découle de la conception imparfaite des méthodes de la Révolution prolétarienne. Les thèses parlent de la nécessité « d'arracher le contrôle du système économique et de l'Etat à la classe capitaliste et de le transférer à la classe ouvrière ». Comment résoudre cette tâche grandiose ? A cette question centrale de notre époque, les thèses répondent par une simple phrase : « On ne peut y parvenir que par l'action unie de la classe ouvrière. » La lutte pour le pouvoir et la dictature du prolétariat restent des abstractions qui se dissolvent sans peine dans les perspectives amorphes du front unique...

Dans le domaine des formules révolutionnaires toutes faites, la bureaucratie du P. C. britanique est armée incomparablement mieux. C'est en cela que consiste présentement sa supériorité sur la direction de l'I. L. P. Il faut le dire ouvertement : cette supériorité superficielle, purement formelle, peut, dans les conditions données, mener à la liquidation de l'I. L. P. sans le moindre profit pour le P. C. et la Révolution.

Les conditions objectives ont déjà bien des fois poussé vers la section britannique de l'I. C. des dizaines et même des milliers d'ouvriers ; mais la direction de l'I. C. s'est avérée seulement capable de les repousser en arrière. Si aujourd'hui l'I. L. P. dans son ensemble entrait dans les rangs du Parti communiste, dans le courant des prochains mois déjà, un tiers des nouveaux membres retournerait dans le Labour Party, un autre tiers serait exclu pour « attitude conciliatrice à l'égard du trotskysme » et autres crimes semblables, enfin le dernier tiers désillusionné dans toutes ses espérances tomberait dans l'indifférentisme complet. Le résultat de cette expérience serait que le P. C. se trouverait encore plus faible et plus isolé que maintenant.

Pour préserver le mouvement ouvrier anglais de ce nouveau danger, l'I. L. P. n'a qu'un seul moyen : se libérer de toute confusion, et de toute réticence en ce qui concerne les voies et les méthodes de la Révolution sociale, et devenir un véritable parti révolutionnaire du prolétariat. Dans ce domaine il n'y a aucune nécessité d'inventer quoi que ce soit de nouveau : tout l'essentiel a été dit et, bien dit par les quatre premiers congrès de l'I. C. Au lieu de se nourrir des succédanés bureaucratiques des épigones, il faut mettre tous les membres de l'I. L. P. à l'étude des quatre premiers congrès de l'I. C. Mais cela, à lui seul, ne suffit pas. Il faut ouvrir dans le parti une discussion sur les leçons de la dernière décade, qui a été marquée par la lutte entre la bureaucratie stalinienne et l'OPPOSITION DE GAUCHE. Le contenu de cette lutte est fait des étapes les plus importantes du mouvement révolutionnaire mondial : les tâches économiques et politiques de l'U. R. S. S., les problèmes de la Révolution chinoise, la politique du Comité anglo-russe, les méthodes de la « troisième période », la théorie du « social-fascisme » et la politique du front unique, la question de la démocratie du parti, les causes de la catastrophe allemande. On ne peut passer à côté de ce cycle grandiose de problèmes. Ce ne sont pas des questions russes, mais des questions internationales.

A notre époque le parti révolutionnaire ne peut pas ne pas être international. Quelle est donc à cette égard la position de l'I. L. P. ? En entrant dans l'alliance avec le Parti communiste, l'I. L. P. n'a pas défini sa position internationale. Il a rompu avec la deuxième Internationale et conclu un accord avec la troisième ; mais il entre aussi dans une « union de travail » avec les partis socialistes de gauche. Cette union, à son tour, n'est pas homogène. Elle comprend des éléments gravitant vers le bolchevisme, mais aussi des éléments qui cherchent un rapprochement avec le Parti ouvrier norvégien, c'est-à-dire au fond avec la social-démocratie. Quelle position l'I. L. P. prend-il dans toutes ces questions ? Est-il disposé à partager le sort de la bureaucratie de l'I. C., déjà historiquement condamnée ? Veut-il essayer de se maintenir dans une position intermédiaire (ce qui signifierait retourner par des voies détournées au réformisme) ? Ou bien a-t-il l'intention de prendre part à la construction de la nouvelle Internationale sur les bases posées par Marx et Lénine ?

Pour le lecteur sérieux il est clair que notre critique n'est pas le moins du monde inspirée par des sentiments hostiles à l'I. L. P. Au contraire nous comprenons trop clairement que si ce parti quittait sans gloire la scène politique, alors à l'œuvre du socialisme serait porté un nouveau coup cruel. Cependant un tel danger existe et il n'est pas tellement éloigné. A notre époque il est impossible de s'attarder sur des positions intermédiaires. Sauver l'I. L. P. pour la révolution prolétarienne, n'est possible que par une complète clarté politique. Le but de ces lignes est d'aider la clarté révolutionaire à se frayer le chemin.

L. TROTSKY...

28 août 1933.

(1) Voir la déclarationde de l'opposition de gauche (Bolcheviks-Léninistes) à la Conférence de Paris.

Imprimerie Centrale de la Bourse
117, rue Réaumur, Paris (2e)

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : P. Frank.